

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Survol / piste 01 #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins
Chers Collègues,

Les habitants n'en peuvent plus, ils sont à bout et pour cause. Ces dernières semaines leur qualité de vie s'est détériorée de manière significative par l'utilisation excessive de la piste 01. Ce n'est pas un secret, le bruit généré par le survol aérien entraîne des troubles de l'attention et de la concentration. Ces pollutions sonore et environnementale entraînent des problèmes de santé avec notamment des conséquences sur le système nerveux central et périphérique et sur le système cardiovasculaire.

Le conseil communal en sa séance du 30 mars 2023 approuvait la motion visant à exiger la prise en compte de l'avis de la Région bruxelloise, des communes bruxelloises et de leurs habitants dans le cadre de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National par les autorités régionales flamandes. Par cette motion, nous demandions au Collège de rendre un avis sur la demande de PE mais aussi et surtout d'envisager des actions pour que les droits des riverains soient respectés.

Pourriez vous nous éclairer sur les mesures prises pour faire entendre la voix de nos citoyens dont la précarité de leur sommeil n'est plus à démontrer ?

Les communes bruxelloises ont-elles été invitées à rendre un avis sur la demande de permis ?

Le gouvernement fédéral a-t-il communiqué vers les communes dans le cadre de l'utilisation excessive de la piste 01 ?

Je vous remercie.

Stéphanie Paulissen

Liste de la Bourgmestre (DéFI)

Conseillère communale

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Comme vous et de très nombreux riverains, j'ai constaté une forte recrudescence des vols au-dessus de notre

Commune et des communes avoisinantes ces dernières semaines. Cette hausse est liée à une utilisation anormalement élevée de la piste 01.

Pour rappel, Skeyes, entreprise publique autonome dont la mission est d'assurer la sécurité du trafic aérien, a développé voici quelques années une utilisation préférentielle des pistes de l'aéroport. Selon cette utilisation, la piste 01 pour les atterrissages n'est jamais utilisée, sauf lorsque la vitesse du vent est supérieure à 7 nœuds, les atterrissages sur la piste 01 étant alors privilégiés pour des raisons de sécurité.

Or, et fait assez exceptionnel, selon le médiateur fédéral attaché au SPF Mobilité, la vitesse du vent durant le mois de mai 2023 a été pratiquement et continuellement comprise entre 7 et 10 nœuds, rendant l'utilisation de la piste 01 très fréquente et ce de jour comme de nuit.

De plus, des travaux imprévus sur deux pistes ont dû être réalisés en urgence à cause d'une dégradation soudaine et inexplicable du revêtement asphaltique de ces pistes.

Ce que je vous évoque ici est le résultat de très nombreux échanges de mails ces dernières semaines avec des riverains et le médiateur fédéral car nous n'avons reçu aucune information officielle de la part de la direction de Brussels Airport. Je ne peux que regretter ce manque de transparence qui ne respecte pas les obligations légales d'information auxquelles l'aéroport est soumis.

De plus, de récentes décisions de justice de mars et juin 2023, auxquelles la Commune d'Auderghem est bien entendu partie prenante, ont à nouveau condamné l'Etat fédéral à interdire l'utilisation de certaines routes aériennes, en ce compris la piste 01 pour les atterrissages, entre 23h et 7h du matin, mais uniquement en ce que pareille exploitation engendrerait une infraction à l'Arrêté Bruit Bruxellois ou « arrêté Gosuin » (soit, des normes de bruit dépassant les 5 décibels).

Notons également que suite au jugement similaire de décembre 2020, l'Etat fédéral a versé à la Région bruxelloise entre février 2021 et janvier 2023, des astreintes pour un montant total de plus de 6.400.000,00 €, pour utilisation abusive des routes aériennes entre 23h et 7h.

Suite au jugement du 13 juin dernier, en cas d'utilisation abusive des pistes entre 23h et 7h, le montant des astreintes dues par l'Etat fédéral et par infraction passera à 12.000 € (contre 10.000€ actuellement). Précisons qu'il s'agit d'une décision en référé (provisoire), la décision sur le fond étant fixée au 15 janvier 2025. Les vols de nuits ne sont donc pas formellement interdits à ce stade de la législation, mais les décisions de justice encadrent donc ceux-ci et les condamnent lorsqu'ils dépassent les normes de bruit autorisés en Région bruxelloise.

Je ne peux donc que constater que malgré l'ensemble des décisions judiciaires favorables à la Région bruxelloise rien ne change pour les habitants d'Auderghem et des communes avoisinantes : le survol intensif de la Région bruxelloise se poursuit sans que cela n'émeuve plus que cela le Gouvernement fédéral et la direction de l'aéroport. Il est donc plus que temps que le Gouvernement fédéral, qui est le seul à pouvoir déterminer les routes aériennes, respecte les différents jugements et trouve une solution pérenne pour définir les routes et les procédures de vol en respectant les recommandations de l'OACI (Organisation de L'aviation Civile Internationale) et en évitant les zones densément peuplées. Je reste persuadée, et cela a été montré dans différents aéroports européens (Schiphol, Francfort), qu'une solution est possible afin de concilier qualité de vie et activité économique de l'aéroport.

Concernant le renouvellement par Brussels Airport Company (BAC) du permis d'environnement lui permettant l'exploitation du site auprès de la Région flamande, une étude d'incidence environnementale est en cours de réalisation par la société Antéa qui sera en principe clôturée dans le courant du mois de juillet. Une fois la demande de permis considérée comme complète par l'Administration flamande, vraisemblablement vers la fin de l'été, s'ouvrira l'enquête publique. En Région flamande, le délai est de 60 jours pour remettre un avis. Pratiquement, tout se fait de façon digitale. Tout citoyen pourra émettre ses observations et objections auprès des autorités communales concernées (soit les communes de Zaventem et Steenokkerzeel), mais également auprès de Bruxelles-Environnement qui les transmettra alors à la région flamande.

Les Régions wallonnes et bruxelloises ont été officiellement invitées par la Région flamande à remettre leur avis. Au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale, le Ministre Maron indiquera prochainement ce que le Gouvernement voulait voir dans le permis (exigence par rapport aux vols de nuit, objectifs de réduction du bruit, modernisation de la flotte, les infrastructures, ...). Cet avis sera transmis aux 19 communes pour connaître la position du Ministre, la soutenir ou la compléter. Le Collège des Bourgmestres et Echevins d'Auderghem ne manquera pas bien entendu de faire connaître l'avis du Ministre et de réagir à celui-ci après concertation avec les habitants.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): Overvlucht / Startbaan 01
#

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren leden van de Raad
Beste collega's,

De bewoners zijn het zat, ze zijn ten einde raad, en terecht. In de afgelopen weken is hun levenskwaliteit aanzienlijk verslechterd als gevolg van het overmatige gebruik van baan 01. Het is geen geheim dat het lawaai van de overvluchten aandachts- en concentratieproblemen veroorzaakt. Het is geen geheim dat het lawaai van de overvluchten aandachts- en concentratieproblemen veroorzaakt. Deze geluids- en milieuvervuiling leidt tot gezondheidsproblemen, met vooral gevolgen voor het centrale en perifere zenuwstelsel en het cardiovasculaire systeem.

Tijdens zijn vergadering op 30.03.2023 keurde de Lokale Raad de motie goed om te eisen dat er rekening wordt gehouden met de mening van het Brussels Gewest, de Brusselse gemeenten en hun inwoners in de procedure voor de hernieuwing van de milieuvergunning voor Brussel-Nationaal-Luchthaven door de Vlaamse gewestelijke overheden. Met deze motie vroegen we het College om een advies uit te brengen over de aanvraag voor een EP, maar ook en vooral om acties te overwegen die ervoor zorgen dat de rechten van de omwonenden gerespecteerd worden.

Kunt u ons vertellen welke maatregelen er zijn genomen om ervoor te zorgen dat de stem van onze burgers wordt gehoord, gezien de onzekerheid van hun slaap?

Zijn de Brusselse gemeenten uitgenodigd om hun mening te geven over de vergunningsaanvraag?

Heeft de federale regering met de lokale autoriteiten gecommuniceerd over het overmatig gebruik van baan 01?

Hartelijk dank.

Stéphanie Paulissen

Lijst van de burgemeester (DéFI)

Gemeenteraadslid

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

Net als u en veel omwonenden heb ik de afgelopen weken een sterke toename van het aantal vluchten boven onze gemeente en naburige gemeenten opgemerkt. Deze toename houdt verband met het abnormaal hoge gebruik van baan 01.

Ter herinnering: enkele jaren geleden ontwikkelde Skeyes, een autonoom overheidsbedrijf met als missie het verzekeren van de veiligheid van het luchtverkeer, een preferentieel gebruik van de start- en landingsbanen van de luchthaven. Volgens dit systeem wordt baan 01 nooit gebruikt voor landingen, behalve wanneer de windsnelheid hoger is dan 7 knopen, in welk geval landingen op baan 01 om veiligheidsredenen de voorkeur krijgen.

Volgens de federale ombudsman van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit lag de windsnelheid tijdens de maand mei 2023 praktisch en continu tussen 7 en 10 knopen, waardoor het gebruik van baan 01 zeer frequent was, zowel overdag als 's nachts.

Bovendien moesten er onverwacht dringend werkzaamheden worden uitgevoerd aan twee start- en landingsbanen vanwege een plotselinge en onverklaarbare verslechtering van het asfaltoppervlak van deze banen.

Wat ik u hier vertel is het resultaat van talrijke e-mail uitwisselingen gedurende de laatste weken met omwonenden en de Federale Ombudsman, aangezien we geen officiële informatie hebben ontvangen van de directie van Brussels Airport. Ik kan dit gebrek aan transparantie, dat niet in overeenstemming is met de wettelijke informatieplicht van de luchthaven, alleen maar betreuren.

Bovendien hebben recente gerechtelijke vonnissen van maart en juni 2023, waarbij de gemeente Oudergem uiteraard partij is, de federale overheid opnieuw bevolen om het gebruik van bepaalde vliegroutes, waaronder baan 01 voor landingen, tussen 23u en 7u te verbieden, maar enkel voor zover dat gebruik zou leiden tot een inbreuk op het Brussels Geluidsdecreet of "Gosuin-decreet" (d.w.z. geluidsnormen van meer dan 5 decibel).

Er dient ook te worden opgemerkt dat de Federale Staat, na een gelijkaardig vonnis in december 2020, aan het Brussels Gewest dwangsommen heeft betaald voor een totaalbedrag van meer dan 6.400.000,00 euro tussen februari 2021 en januari 2023 wegens onrechtmatig gebruik van luchtroutes tussen 23u en 7u.

Als gevolg van de uitspraak van 13 juni jl. zal in geval van misbruik van de start- en landingsbanen tussen 23.00 en 7.00 uur het bedrag van de door de federale staat verschuldigde dwangsommen per overtreding stijgen tot 12.000 euro (tegenover 10.000 euro nu). Opgemerkt moet worden dat dit een tussentijdse beslissing is en dat de beslissing ten gronde gepland is voor 15 januari 2025. Nachtvluchten zijn in deze fase van de wetgeving dus nog niet formeel verboden, maar de gerechtelijke uitspraken bieden wel een kader voor nachtvluchten en veroordelen ze wanneer ze de in het Brussels Gewest toegestane geluidsnormen overschrijden.

Ik kan dan ook alleen maar vaststellen dat ondanks alle gerechtelijke uitspraken ten voordele van het Brusselse Gewest er niets veranderd is voor de inwoners van Oudergem en de naburige gemeenten: het intensieve overvliegen van het Brusselse Gewest gaat gewoon door zonder dat dit de federale regering of de luchthavendirectie ook maar iets doet. Het is dan ook hoog tijd dat de federale regering, die als enige bevoegd is om vliegroutes te bepalen, de verschillende gerechtelijke uitspraken respecteert en een permanente oplossing vindt om vliegroutes en procedures vast te leggen die in overeenstemming zijn met de aanbevelingen van de ICAO (Internationale Burgerluchtvaartorganisatie) en die dichtbevolkte gebieden vermijden. Ik blijf ervan overtuigd, en dit is aangetoond op verschillende Europese luchthavens (Schiphol, Frankfurt), dat een oplossing mogelijk is om de kwaliteit van leven en de economische activiteit van de luchthaven met elkaar te verzoenen.

In het kader van de hernieuwing door Brussels Airport Company (BAC) van de milieuvergunning van het Vlaamse Gewest voor de exploitatie van de site, wordt momenteel door Antéa een milieueffectenstudie uitgevoerd die in juli zou moeten afgerond zijn. Zodra de vergunningsaanvraag volledig is bevonden door de Vlaamse administratie, waarschijnlijk tegen het einde van de zomer, zal het openbaar onderzoek beginnen. In het Vlaamse Gewest is de termijn voor het indienen van een advies 60 dagen. In de praktijk zal alles digitaal gebeuren. Elke burger kan zijn opmerkingen en bezwaren indienen bij de betrokken gemeentebesturen (i.e. de gemeenten Zaventem en Steenokkerzeel), alsook bij Leefmilieu Brussel, die ze dan zal doorsturen naar het Vlaams Gewest.

Het Waals en Brussels Gewest zijn officieel uitgenodigd door het Vlaams Gewest om hun mening te geven. Wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, zal minister Maron binnenkort aangeven wat de regering in de vergunning wenst te zien (eisen met betrekking tot nachtvluchten, doelstellingen inzake

geluidsbeperking, modernisering van de vloot, infrastructuur, enz.) Dit advies zal worden doorgestuurd naar de 19 gemeenten zodat ze op de hoogte kunnen worden gebracht van het standpunt van de minister, het kunnen steunen of aanvullen. Het Schepencollege zal uiteraard het standpunt van de minister bekendmaken en erop reageren na overleg met de omwonenden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wynaes, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) : Projet Stadmus #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames, Messieurs les membres du collège,
Chers Collègues,

Je vous interpelle le 22 octobre 2022 sur le projet d'extension de l'école Stadmus sise avenue Henri de Brouckère.

A l'époque la commission de concertation n'avait pas encore eu lieu et je vous faisais part des craintes des riverains sur le projet concernant :

- le rassemblement de deux implantations scolaires sur le même site,
- l'augmentation importante d'élèves, d'enseignants et de parents
- ainsi que la construction d'un bâtiment à front de rue sur 2 étages et la mise en place d'un parking de 24 places en intérieur d'îlot avec la création d'un kiss and ride.

Ce projet génère des inquiétudes dans le chef des riverains à cause de l'augmentation de la mobilité scolaire, l'augmentation des nuisances sonores, la perte de lumière avec la création d'un nouveau vis-à-vis chez les voisins, la création d'un parking en intérieur d'îlot ce qui va amener des nuisances supplémentaires, la création d'un kiss and ride avec privatisation du trottoir existant.

Mes questions seront les suivantes :

- Quelles sont les résultats de l'enquête publique et de la commission concertation ?
- Est-ce qu'un permis a été délivré par la région bruxelloise ? si non quelle suite a été faite à cette demande ?
- Si les conclusions sur ce dossier ne correspondent pas aux demandes des riverains et de la commune, avez-vous l'intention d'aller en justice ? La commune le fait régulièrement afin de défendre l'intérêt des habitants dans des gros dossiers de cette envergure.

Je vous remercie.

Carinne Lenoir

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Madame la conseillère communale,

Chers Collègues,

La demande de permis de "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" pour étendre l'école fondamentale "De Stadsmus" vise à construire un nouveau bâtiment scolaire, abattre 10 arbres à haute tige, démolir 1 volume détaché et 2 volumes adjacents, installer des installations temporaires (4 classes en conteneur + 1 sanitaire) pendant la période de construction du nouveau bâtiment scolaire, mettre en place de collecteurs d'eaux pluviales > 10m³ et aménager 24 emplacements de parking à l'air libre.

En réponse à votre question précédente, j'ai effectivement eu l'occasion d'exposer au conseil communal du 20 octobre 2022, le contenu de ce projet, les positions prises par le Collège lors des rencontres avec le demandeur du permis, un bref résumé des remarques émises lors de l'enquête publique qui venait de se tenir du 14 septembre au 15 octobre.

L'enquête publique a mis donné lieu à 71 lettres de réactions (dont 4 hors délai). Trois lettres comportaient soit des suggestions d'amélioration, soit des retours positifs. Pour le reste, les riverains exprimaient des motifs de rejet du projet et des craintes telles celles que vous évoquez. 14 réclamants ont tenu à venir exprimer leur réclamation durant la commission de concertation du 27 octobre 2022.

A l'issue des débats, la commission de concertation a émis un avis défavorable très sérieusement motivé.

Celui-ci n'était toutefois pas unanime, URBAN, l'autorité régionale chargée de l'instruction de la demande de permis, ayant émis un avis favorable assorti des conditions traduites comme ce qui suit :

- Revoir le nombre de places de stationnement sur le site ; nombre suffisamment bas pour ne pas encourager l'utilisation de la voiture par le personnel, et suffisamment haut pour éviter le stationnement dans les rues avoisinantes ; ces places doivent, de préférence, être implantées à distance des limites du terrain ;
- Prévoir davantage de places de stationnement pour les vélos sur le terrain ;
- Soumettre une proposition pour les enseignes sur les bâtiments ;
- À la fin des travaux, enlever tous les conteneurs ;

Le 8 novembre 2022, le Collège a émis également un avis défavorable sur cette demande de permis.

Le 14 novembre, le dossier a été transmis à la région (URBAN) qui a le droit de décision dans ce dossier.

Le 20 février 2023, la région a écrit à Go Onderwijs qu'un permis serait délivré moyennant le respect de diverses conditions :

- Celles évoquées par URBAN en commission de concertation
- Rendre perméable le revêtement du stationnement
- Ne pas installer de kiss-and-ride sur le domaine public sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Auderghem et adapter les plans des abords en conséquence;
- Pour l'aménagement du parvis (entrée de l'école et accès arrière), opter pour un matériau et une couleur qui montrent clairement la séparation entre le domaine privé et le domaine ;

Ce sont des conditions très mineures par rapport aux remarques et motivations émises par notre Collège.

Sans attendre le permis, dès le 18 avril 2023, le Collège a désigné un avocat en vue de défendre les intérêts de la Commune en cas de décision d'introduction d'un éventuel recours au Gouvernement à l'encontre du permis d'urbanisme à délivrer par le Fonctionnaire délégué à "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap"

Nous savons maintenant que GO Onderwijs a déposé des plans modificatifs mais, nous n'en avons pas connaissance.

A ce jour, le permis d'urbanisme n'a pas été délivré. Il se peut toutefois que cela soit imminent.

Dès que celui-ci sera notifié, nous évaluerons s'il se justifie d'introduire un recours au gouvernement.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) : Stadmus project #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van het College,

Beste collega's,

Op 22 oktober 2022 stelde ik u een vraag over de geplande uitbreiding van de Stadmusschool aan de Henri de Brouckèrelaan.

Op dat moment was de overlegcommissie nog niet bijeengekomen en vertelde ik over de angst van omwonenden voor het project:

het samenbrengen van twee scholen op dezelfde locatie,

de aanzienlijke toename van het aantal leerlingen, leerkrachten en ouders

evenals de bouw van een gebouw van 2 verdiepingen aan de straatkant en de aanleg van een parkeergarage van 24 plaatsen in het blok met de aanleg van een kiss-and-ride.

Dit project baart de buurtbewoners zorgen vanwege de toename van het schoolverkeer, de toename van de geluidsoverlast, het verlies aan licht door de creatie van een nieuwe vis-à-vis voor de burens, de creatie van een parkeergarage aan de binnenkant van het huizenblok, wat voor extra overlast zal zorgen, en de creatie van een kiss and ride met de privatisering van het bestaande trottoir.

Ik heb de volgende vragen:

- Wat zijn de resultaten van het openbaar onderzoek en de raadplegingscommissie?
- Is er een vergunning afgegeven door het Brussels Gewest? Zo nee, welk gevolg is er gegeven aan deze aanvraag?
- Als de conclusies van deze zaak niet overeenkomen met de eisen van de omwonenden en de gemeente, bent u dan van plan naar de rechter te stappen? De gemeente doet dit regelmatig om de belangen van de bewoners te verdedigen in grote zaken van deze omvang.

Hartelijk dank.

Carinne Lenoir

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :

Raadslid,

Beste collega's,

De vergunningsaanvraag van "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" voor de uitbreiding van basisschool "De Stadsmus" omvat de bouw van een nieuw schoolgebouw, de kap van 10 hoge bomen, de afbraak van 1 vrijstaand volume en 2 aanpalende volumes, de installatie van tijdelijke voorzieningen (4 containerklassen + 1 sanitaire voorziening) tijdens de bouwperiode van het nieuwe schoolgebouw, de installatie van regenwatercollectoren > 10m³ en de aanleg van 24 parkeerplaatsen in openlucht.

In antwoord op uw vorige vraag: ik heb inderdaad de gelegenheid gehad om de gemeenteraad op 20 oktober 2022 een toelichting te geven op de inhoud van dit project, de standpunten die het college heeft ingenomen tijdens bijeenkomsten met de vergunningaanvrager en een korte samenvatting van de opmerkingen die zijn gemaakt tijdens de openbare enquête die net had plaatsgevonden van 14 september tot 15 oktober.

Het openbaar onderzoek leverde 71 brieven met reacties op (waarvan er 4 na de deadline werden ontvangen). Drie brieven bevatten suggesties voor verbetering of positieve feedback. In de overige brieven gaven de omwonenden aan waarom ze het project afwezen en uitten ze angsten zoals die welke u noemt. 14 klagers wilden hun klachten komen uiten tijdens de vergadering van de overlegcommissie op 27 oktober 2022.

Aan het eind van de debatten bracht het overlegcomité een zeer gemotiveerd negatief advies uit.

De beslissing was echter niet unaniem, aangezien URBAN, de regionale autoriteit die verantwoordelijk is voor het onderzoek van de vergunningsaanvraag, een gunstig advies uitbracht onder de volgende voorwaarden:

- Het aantal parkeerplaatsen op het terrein moet laag genoeg zijn om het personeel niet aan te moedigen hun auto te gebruiken, en hoog genoeg om parkeren in naburige straten te voorkomen; deze parkeerplaatsen moeten bij voorkeur op enige afstand van de grenzen van het terrein liggen;
- Zorg voor meer fietsparkeerplaatsen op het terrein;
- Dien een voorstel in voor borden op gebouwen;
- Verwijder aan het einde van de werkzaamheden alle containers;

Op 8 november 2022 heeft het College ook over deze vergunningaanvraag een negatief advies uitgebracht.

Op 14 november werd het dossier doorgestuurd naar het Gewest (URBAN), die beslissingsbevoegdheid heeft in deze zaak.

Op 20 februari 2023 schreef de regio aan Go Onderwijs dat er een vergunning zou worden afgegeven als aan een aantal voorwaarden zou worden voldaan:

- Degenen die door URBAN in het overlegcomité zijn genoemd
- Maak de bestrating van de parkeergarage waterdoorlatend
- Geen kiss-and-ride te installeren op het openbaar domein zonder de toestemming van het Schepencollege en de plannen van de omgeving dienovereenkomstig aan te passen;
- Kies voor het ontwerp van het voorplein (schoolingang en achtertoegang) voor een materiaal en kleur die de scheiding tussen het privédomein en het openbare domein duidelijk laten zien;

Dit zijn zeer kleine voorwaarden in vergelijking met de opmerkingen en motivaties van ons College.

Zonder de vergunning af te wachten, heeft het Schepencollege vanaf 18 april 2023 een advocaat aangesteld om de belangen van de gemeente te verdedigen in geval van een beslissing om beroep aan te tekenen bij de Regering tegen de stedenbouwkundige vergunning die zal worden afgeleverd door de gedelegeerde ambtenaar aan "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap".

We weten nu dat GO Onderwijs gewijzigde plannen heeft ingediend, maar we zijn er niet van op de hoogte.

Tot op heden is er nog geen bouwvergunning verleend. Dit kan echter binnenkort gebeuren.

Zodra we hiervan op de hoogte zijn gesteld, zullen we beoordelen of het gerechtvaardigd is om beroep aan te tekenen bij de overheid.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin-e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wynaes, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame (DéFI) à propos de la présence de squatteurs à Auderghem au 199 boulevard du Souverain #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, Cher public,

Je me fais le relais d'inquiétude légitime d'habitant d'Auderghem qui voient près de chez eux s'installer des squatteurs. Bien sûr, il y a toujours ce 1er sentiment, en chacun de nous, qui regrette que des sans-abris existent et nous nous demandons ce que nous pourrions faire pour que ces situations ne se produisent pas.

La commune multiplie d'ailleurs les interventions et les aides aux personnes en situations difficiles et je vous en remercie pleinement.

Mais à la réflexion nous constatons que l'ancien bâtiment de l'asbl « Missio » et « Proma », attenant à l'école St-Adrien, active dans le milieu catholique, ont revendu ce bâtiment à un promoteur.

Sans doute, cette personne, en attente de valoriser son acquisition, n'a pas pris de protection particulière, et ce bâtiment est actuellement squatté par des individus dont la présence bruyante à toute heure est gênante et surtout inquiétante pour les riverains.

Pourriez-vous détailler les mesures entreprises par la commune pour résoudre cette situation ?

Je vous remercie pour vos réponses et réflexions.

Marc Vandame, Conseiller communal Défi

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie de votre question.,

Vous avez effectivement raison : le bien a été vendu à un promoteur. Il s'agit d'une société immobilière créée vraisemblablement pour l'occasion de cette opération car elle n'a été fondée qu'en 2022.

Non seulement le nouveau propriétaire n'a pas pris les précautions nécessaires pour empêcher l'intrusion de squatteurs mais il a facilité la poursuite de cette occupation en ne faisant pas couper l'eau et l'énergie.

Il a également tenté de se défausser de sa responsabilité en s'abstenant de saisir la justice et en demandant d'abord à la commune d'agir. Il a tenté de créer une apparence d'insalubrité pour instrumentaliser à son profit la compétence maïorale d'insalubrité en se prévalant d'une étude de stabilité vieille de plusieurs années identifiant des troubles causés par les travaux du bâtiment Oxygen mitoyen, troubles réglés depuis

longtemps.

Je ne reviendrai pas sur ce comportement mais vais m'attacher à relater la succession d'événements qui démontrent que nous avons agi de manière proportionnée et rapide.

En date du 26 avril 2023, les services de police m'ont adressé un rapport attestant de l'occupation sans titre ni droit du bâtiment antérieurement occupé par l'ASBL MISSIO dont il est question.

En urgence et afin de vérifier que les conditions minimales de sécurité et de salubrité des occupants n'étaient pas menacées, le géomètre-expert de la Commune accompagné des services de police, s'est rendu le lendemain sur place afin de dresser un rapport technique de la situation.

Sur base de ce rapport, et informée également de la présence de familles avec enfants en bas âge comme du fonctionnement en toute sécurité des alimentations en eau et énergie, j'ai estimé qu'il n'y avait pas un risque pour la salubrité publique justifiant d'expulser par la force les occupants (dont des enfants mineurs accompagnés de leurs parents).

Les services de police ont été chargés de vérifier de manière régulière la sécurité aux abords de l'immeuble.

Les services communaux ont également été en contact régulier avec le CPAS que je veux remercier ici pour l'excellente collaboration et sa proactivité.

En parallèle, les services communaux ont contacté la société propriétaire de l'immeuble et dès le 02 mai un courrier officiel a été adressé à cette société.

La société a été mise en demeure de transmettre un échéancier des mesures prises pour mettre fin à l'occupation de l'immeuble.

L'aspect social été rappelé au propriétaire puisque la Commune a, par courrier officiel, souligné qu'en cas d'entame d'une procédure d'expulsion, le CPAS devait nécessairement être averti au préalable comme après le prononcé du jugement.

Le 8 juin 2023, après avoir été avertis par la société propriétaire du jugement d'expulsion, les services communaux ont adressé un courrier officiel à la société propriétaire afin de la mettre en demeure de prendre des mesures conservatoires pour sécuriser les lieux et ce en vue d'éviter toute nouvelle occupation illégale.

Parmi ces mesures, il leur a été notamment demandé d'installer des dispositifs de sécurité et de surveillance (alarmes, vigiles, etc) ainsi que de renforcer les accès (portes blindées, emmurements, etc).

Le service des taxes suit également ce dossier de près et le cas échéant l'immeuble pourrait tomber dans le champ d'application de la taxe sur les immeubles bâtis inoccupés dont l'objectif accessoire est justement de dissuader la prolifération de chancres urbains qui nécessitent comme vous l'aurez constaté un investissement important des services sociaux, communaux et de police.

La police locale a informé les occupants de l'échéance pour mettre en œuvre le jugement d'expulsion.

Le CPAS a mobilisé deux assistants sociaux pour rencontrer les occupants et les informer des possibilités d'hébergement au Samusocial mais les personnes rencontrées étaient plutôt désireuses de trouver un autre site.

Le 21 juin, les lieux ont été libérés sans incident.

Il reste à espérer que le propriétaire ait mis en œuvre les mesures concrètes pour empêcher toute nouvelle occupation et pour surveiller le site.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (DéFI) over krakers in Oudergem op de Vorstlaan 199 #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad.

Geachte collega's, Geacht publiek,

Ik deel de terechte bezorgdheid van de inwoners van Oudergem mee die krakers in de buurt van hun huizen zien wonen. Natuurlijk is er altijd dat 1e gevoel, in ons allemaal, dat we het jammer vinden dat er daklozen bestaan en dat we ons afvragen wat we zouden kunnen doen om deze situaties te voorkomen.

De lokale overheid voert haar inspanningen op om mensen in moeilijke situaties te helpen, en daar wil ik u graag voor bedanken.

Bij nader inzien merken we echter op dat de voormalige gebouwen Missio en Proma, naast de school Sint-Adriaan, die actief is in de katholieke gemeenschap, verkocht zijn aan een projectontwikkelaar.

Ongetwijfeld heeft deze persoon, die de waarde van zijn aankoop wilde verhogen, geen bijzondere voorzorgsmaatregelen genomen en wordt dit gebouw momenteel gekraakt door individuen wier luidruchtige aanwezigheid op elk uur van de dag vervelend en vooral verontrustend is voor de buurtbewoners.

Kunt u details geven over de maatregelen die de lokale overheid heeft genomen om deze situatie op te lossen?

Bedankt voor jullie antwoorden en gedachten.

Marc Vandame, gemeenteraadslid van Défi

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Raadslid,

Bedankt voor je vraag,

Je hebt helemaal gelijk: het pand is verkocht aan een projectontwikkelaar. Het is een vastgoedbedrijf dat waarschijnlijk is opgericht voor deze operatie, omdat het pas in 2022 is opgericht.

Niet alleen verzuimde de nieuwe eigenaar de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om het binnendringen van krakers te voorkomen, maar hij faciliteerde ook de voortzetting van deze bezetting door het water en de energie niet af te laten sluiten.

Hij probeerde ook zijn verantwoordelijkheid te ontlopen door af te zien van gerechtelijke stappen en eerst de gemeente te vragen actie te ondernemen. Hij probeerde de schijn van insolubstantie te wekken om de

bevoegdheid van de gemeente inzake insolubstantie in zijn eigen voordeel te gebruiken door zich te baseren op een stabiliteitsstudie die enkele jaren oud was en waarin problemen werden vastgesteld die waren veroorzaakt door werkzaamheden aan het aangrenzende Oxygen-gebouw, problemen die al lang waren opgelost.

Ik zal niet in detail ingaan op dit gedrag, maar ik zal me concentreren op de opeenvolging van gebeurtenissen die aantonen dat we proportioneel en snel hebben gehandeld.

Op 26 april 2023 heeft de politie mij een proces-verbaal doen toekomen waaruit blijkt dat het gebouw dat voorheen door de betrokken VZW MISSIO werd gebruikt, zonder titel of recht werd betrokken.

Met spoed en om te controleren of de minimale veiligheids- en gezondheidsomstandigheden van de bewoners niet in gevaar waren, bezocht de gemeenteambtenaar, vergezeld door de politie, de locatie de volgende dag om een technisch rapport over de situatie op te stellen.

Op basis van dit verslag, en ook geïnformeerd over de aanwezigheid van gezinnen met jonge kinderen en de veilige werking van de water- en energievoorziening, was ik van mening dat er geen risico voor de volksgezondheid was dat de gedwongen uitzetting van de bewoners (inclusief minderjarigen die door hun ouders werden vergezeld) zou rechtvaardigen.

De politie heeft opdracht gekregen om regelmatig veiligheidscontroles uit te voeren in de omgeving van het gebouw.

De gemeentelijke diensten hebben ook regelmatig contact gehad met het OCMW, dat ik wil bedanken voor de uitstekende samenwerking en proactieve aanpak.

Tegelijkertijd namen de gemeentelijke diensten contact op met het bedrijf dat eigenaar is van het gebouw en op 02 mei werd er een officiële brief naar het bedrijf gestuurd.

Het bedrijf werd in gebreke gesteld om een overzicht in te dienen van de maatregelen die genomen zijn om het gebruik van het gebouw te beëindigen.

De verhuurder werd herinnerd aan het sociale aspect, aangezien de gemeente in een officiële brief benadrukte dat in geval van een uitzettingsprocedure het OCMW zowel vooraf als na de uitspraak op de hoogte moest worden gebracht.

Op 8 juni 2023, na door het bedrijf dat eigenaar is van het pand op de hoogte te zijn gebracht van het bevel tot ontruiming, stuurden de gemeentelijke diensten een officiële brief naar het bedrijf dat eigenaar is van het pand met het verzoek voorzorgsmaatregelen te treffen om het pand te beveiligen en verdere illegale bewoning te voorkomen.

Deze maatregelen omvatten het installeren van beveiligings- en bewakingssystemen (alarmen, bewakers, enz.) en het versterken van de toegang (gepantserde deuren, sloten, enz.).

De belastingdienst houdt deze zaak ook nauwlettend in de gaten en indien nodig zou het gebouw kunnen vallen onder de belasting op leegstaande gebouwen, waarvan het secundaire doel precies is om de verspreiding van stadskanker te ontmoedigen, die, zoals u zult hebben gemerkt, een grote investering vergt van de sociale, gemeentelijke en politiediensten.

De lokale politie stelde de bewoners op de hoogte van de deadline voor het uitvoeren van het ontruimingsbevel.

Het OCMW mobiliseerde twee maatschappelijk werkers om de bewoners te ontmoeten en hen te informeren over de mogelijkheden van huisvesting in de Samusocial, maar de mensen die ze ontmoetten wilden liever een andere locatie.

Op 21 juni werd het pand zonder incidenten ontruimd.

Het is te hopen dat de eigenaar concrete stappen heeft ondernomen om verdere bezetting te voorkomen en het terrein te bewaken.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin-e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wynaes, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la thermographie aérienne du bâti de la commune #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Pour établir son Plan d'actions Climat, la commune d'Auderghem a réalisé un diagnostic des émissions de gaz à effet de serre du territoire communal.

Selon l'information donnée sur le site de la commune, en Région Bruxellois, plus de 60 % des logements affichent de faibles performances énergétiques et disposent d'un certificat PEB affichant une classe E, F ou G.

Constatant que 30% des déperditions du bâti se font au niveau de la toiture, la commune d'Auderghem a réalisé durant la nuit du 17 au 18 janvier 2023 une thermographie aérienne du territoire communal pour mettre en évidence les déperditions thermiques du bâti.

Les résultats doivent être mis à la disposition des propriétaires des immeubles afin de les sensibiliser aux problématiques d'isolation thermique. Selon nos informations, les résultats de cette thermographie aérienne ne sont toujours pas disponibles.

La commune laisse aux propriétaires la possibilité de faire flouter les données concernant leur toiture, qui ne seront ainsi pas rendues publiques. Si les propriétaires désiraient que leur habitation soit floutée avant la publication des données, ils étaient priés de se manifester avant le 25/06/2023.

Nos questions sont les suivantes :

- Vu le nombre réduit de personnes présentes à la réunion d'information organisée par la commune le 30 mai dernier, l'échéance du 25 juin était-elle réaliste pour permettre à tous les propriétaires qui le désiraient de flouter leur habitation avant que les cartes et les données ne soient rendues publiques ?
- Combien de réponses avez-vous reçues en ce sens ?
- Si je comprends bien, il existe aussi une possibilité de faire flouter son habitation après publication des données ? Quand ces données seront-elles disponibles ?
- A qui ces données sont-elles transmises et où sont-elles conservées ?

- Serait-il possible de limiter à un an (et non trois ans) la conservation des données, données qui seraient ensuite détruites ? Une durée d'un an nous paraît largement suffisante pour permettre à chaque Auderghemois qui le souhaite de consulter la thermographie de son habitation, et ce d'autant que l'année prochaine sera une année électorale et que nous n'avons aucune garantie sur le sort qui serait réservé à ces données par un nouveau pouvoir communal et régional après les élections de 2024.
- Pouvez-vous garantir que les données récoltées ne seront pas un jour utilisées pour taxer les propriétaires sur la base de l'impact environnemental de leur habitation ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Mesdames les conseillères communales,

Chers Collègues,

Notre plan climat est un ensemble d'actions concrètes.

La nuit du 17 au 18 janvier dernier, le survol d'Auderghem a permis de collecter les vues nécessaires à la réalisation d'une thermographie aérienne.

Les photos prises ont été analysées et un site web doit bientôt permettre à chacun d'en prendre connaissance. Bien que de nombreuses photos aériennes soient accessibles à tous sur le web, nous avons considéré qu'il fallait permettre aux citoyens qui le désirent de masquer/flouter les photos relatives à leur propriété.

Aussi, dès le 19 mai, nous avons publié sur le Facebook et le site communal une information les invitant à se manifester dans un délai d'un mois. L'information a également circulé via l'Auderghemois . Nous avons initialement prévu l'échéance du 18 juin, laissant ainsi 1 mois aux citoyens pour introduire leur demande. A la suite de la séance d'information des habitants le 30 mai, nous avons reporté l'échéance au 25 juin.

Nous n'avons recensé aucune plainte par mail ou par téléphone, concernant ce délai.

En date du 26 juin, nous avons reçu 16 demandes de floutages.

Nous avons par ailleurs reçu un grand nombre de demande pour accéder à l'application, montrant un grand intérêt des auderghemois pour cette étude.

Les citoyens disposent du droit de demander à faire flouter leur immeuble après la publication des données. Ces interventions non coordonnées ont toutefois un coût que nous avons tenté d'éviter en regroupant les demandes.

Nous travaillons actuellement sur les dernières modifications de l'application, afin que celle-ci soit prête pour la publication car nous avons signalé quelques imperfections sur la version de travail. Nous avons inséré dans l'application une foire aux questions tenant notamment compte des réactions partagées lors de la réunion d'information. Nous devons évidemment attendre aussi l'échéance du 25 juin, pour transmettre au prestataire l'ensemble des adresses à flouter. Nous espérons mettre l'application en ligne très prochainement en juillet.

Les données sont à 100% de propriété communale. Le budget est prévu pour un hébergement de 3 ans, que nous pouvons arrêter avant chaque date anniversaire. La commune dispose également des données sur son serveur. Elle dispose d'une version non-floutée des données afin de permettre aux personnes qui ont fait la demande de floutage, de pouvoir malgré tout en disposer en venant les consulter à l'administration.

Après 3 ans, nous considérons que les données seront obsolètes. L'application et les données seront détruites chez le prestataire, ainsi qu'à l'administration.

L'objectif de l'étude est avant tout de sensibiliser les citoyens. Néanmoins, cette étude permet également de faire la promotion des primes régionales pour les travaux de rénovation. De plus, ces données sont régulièrement utilisées par les architectes pour les projets de rénovation. De plus, dans le cas de vente, cela permettrait aux nouveaux propriétaires d'être directement conscientisés. Avec les nouvelles obligations, dans le cadre du PAC régional (notamment avec la nouvelle réglementation PEB), certains citoyens qui ne se sentent pas concernés aujourd'hui, le seront peut-être dans 2 ou 3 ans.

La dépense pour ce projet est de 23.000 € (tvac). Il convient de rendre le service à la population tant que les données sont valides.

La région n'a aucunement l'autorisation d'utiliser ces données, à quelle que fin que ce soit.

L'objectif poursuivi est uniquement la sensibilisation aux déperditions d'énergie et en aucune manière permettre de base à une quelconque taxation. La thermographie aérienne est une étude qualitative et non

quantitative. Il est impossible d'évaluer avec cet outil la quantité d'énergie perdue par les toitures. De plus, il est essentiel de connaître la composition et l'usage de la maison pour interpréter les données (toiture verte, présence de PV, utilisation de la cheminée, etc.). Aucune taxation légitime ne pourrait reposer sur cette base. Comme l'indique la fiche de traitement des données, la commune est 100% propriétaire des données et n'a aucunement l'intention d'utiliser celles-ci dans le but de taxer les citoyens.

Il est également prévu, par la fiche de traitement des données, qu'en aucun cas, le service des taxes communales ne puisse faire usage de ces données dans le but de taxer les citoyens, notamment dans le cadre de la taxe sur les logements inoccupés (qui pourraient être éventuellement détectés grâce à la thermographie).

Etant donné que la commune est propriétaire des données, aucun autre organisme public, régional ou fédéral, ne sera autorisé à utiliser ces données dans le but de taxer les citoyens.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over thermografie vanuit de lucht van de gebouwen van de stad #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Om haar Klimaatactieplan op te stellen, voerde de gemeente Oudergem een analyse uit van de uitstoot van broeikasgassen in de gemeente.

Volgens de informatie op de website van de lokale overheid heeft meer dan 60% van de woningen in het Brussels Gewest een laag energieprestatieniveau en een EPB-certificaat met een E-, F- of G-rating.

De gemeente Oudergem stelde vast dat 30% van het warmteverlies van gebouwen via het dak verloopt en voerde in de nacht van 17 op 18 januari 2023 een thermografie vanuit de lucht van de gemeente uit om het warmteverlies van gebouwen in kaart te brengen.

De resultaten moeten beschikbaar worden gesteld aan gebouweigenaren om hen bewuster te maken van problemen met thermische isolatie. Volgens onze informatie zijn de resultaten van deze thermografie vanuit de lucht nog steeds niet beschikbaar.

De gemeente geeft huiseigenaren de mogelijkheid om hun dakgegevens te laten vervagen, zodat deze niet openbaar worden gemaakt. Als huiseigenaren hun huis willen laten vervagen voordat de gegevens worden gepubliceerd, worden ze gevraagd hun wensen vóór 25/06/2023 kenbaar te maken.

Onze vragen zijn als volgt:

- Was, gezien het kleine aantal mensen dat aanwezig was op de informatiebijeenkomst die de gemeente op 30 mei organiseerde, de deadline van 25 juni realistisch als het erom ging alle huiseigenaren die dat wilden in de gelegenheid te stellen hun huizen te vervagen voordat de kaarten en gegevens openbaar werden gemaakt?
- Hoeveel reacties heb je ontvangen?
- Als ik het goed begrijp, is er ook de optie om je huis te vervagen zodra de gegevens zijn gepubliceerd? Wanneer zullen deze gegevens beschikbaar zijn?
- Aan wie worden deze gegevens doorgegeven en waar worden ze opgeslagen?

- Zou het mogelijk zijn om het bewaren van gegevens te beperken tot één jaar (in plaats van drie), waarna de gegevens vernietigd zouden worden? Wij zijn van mening dat één jaar meer dan genoeg tijd is om elk lid van de Oudergemse gemeenschap toe te laten de thermografie van hun woning te raadplegen, vooral omdat volgend jaar een verkiezingsjaar is en we geen garantie hebben over wat er met deze gegevens zal gebeuren onder een nieuwe lokale en regionale regering na de verkiezingen van 2024.
- Kunt u garanderen dat de verzamelde gegevens niet op een dag zullen worden gebruikt om huiseigenaren te belasten op basis van de milieubelasting van hun huis?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :

Raadsleden,

Beste collega's,

Ons klimaatplan is een reeks concrete acties.

In de nacht van 17 op 18 januari werd een thermografie van Oudergem vanuit de lucht uitgevoerd.

De genomen foto's zijn geanalyseerd en binnenkort zal er een website beschikbaar zijn die iedereen kan bekijken. Hoewel veel luchtfoto's voor iedereen toegankelijk zijn op het web, vonden we het belangrijk om burgers de mogelijkheid te geven om foto's die betrekking hebben op hun eigendom te verbergen/vervagen als ze dat willen.

Dus publiceerden we op 19 mei een bericht op onze Facebookpagina en op de gemeentelijke website waarin we hen uitnodigden om zich binnen een maand te melden. De informatie werd ook verspreid in de krant De Oudergemnaar. We hadden aanvankelijk 18 juni als deadline vooropgesteld, zodat de inwoners 1 maand de tijd hadden om hun kandidatuur in te dienen. Na de informatiesessie voor de bewoners op 30 mei hebben we de deadline verlengd tot 25 juni.

We hebben geen klachten per e-mail of telefoon ontvangen over deze vertraging.

Op 26 juni hadden we 16 vervagingverzoeken ontvangen.

We ontvingen ook een groot aantal verzoeken om toegang te krijgen tot de toepassing, wat de grote belangstelling van de mensen uit de Auvergne voor deze studie aantoont.

Burgers hebben het recht om te vragen hun gebouw te vervagen nadat de gegevens zijn gepubliceerd. Deze ongecoördineerde interventies brengen echter kosten met zich mee die we hebben proberen te vermijden door de verzoeken te groeperen.

We werken momenteel aan de laatste aanpassingen aan de aanvraag zodat deze klaar is voor publicatie, aangezien we hebben gewezen op enkele onvolkomenheden in de werkversie. We hebben een sectie met veelgestelde vragen opgenomen in de aanvraag, rekening houdend met de feedback die we hebben ontvangen op de informatiebijeenkomst. Natuurlijk moesten we ook wachten op de deadline van 25 juni om alle te vervagen adressen naar de serviceprovider te sturen. We hopen de aanvraag zeer binnenkort in juli online te kunnen zetten.

De gegevens zijn 100% gemeenschappelijk eigendom. Het budget is voor 3 jaar hosting, die we voor elke verjaardag kunnen stopzetten. De gemeente heeft de gegevens ook op haar server staan. Ze heeft een onscherpe versie van de gegevens, zodat mensen die hebben gevraagd om de gegevens onscherp te maken, er toch toegang toe kunnen krijgen door ze bij de administratie te komen raadplegen.

Na 3 jaar beschouwen we de gegevens als verouderd. De applicatie en de gegevens worden vernietigd door de serviceprovider en de administratie.

Het doel van de studie is vooral om het publiek bewust te maken. De studie dient echter ook om regionale subsidies voor renovatiewerkzaamheden te promoten. Bovendien worden deze gegevens regelmatig gebruikt door architecten voor renovatieprojecten. Bovendien kunnen de nieuwe eigenaars in geval van verkoop rechtstreeks op de hoogte worden gebracht van de problematiek. Met de nieuwe verplichtingen in het kader van het gewestelijke CIP (in het bijzonder de nieuwe EPB-reglementen), zullen sommige burgers die zich nu nog geen zorgen maken, dat over 2 of 3 jaar misschien wel zijn.

De kosten van dit project bedragen €23.000 (btw). De dienst moet beschikbaar worden gemaakt voor het publiek zolang de gegevens geldig zijn.

De regio heeft geen toestemming om deze gegevens te gebruiken voor welk doel dan ook.

Het doel is uitsluitend om mensen bewust te maken van energieverliezen en op geen enkele manier om een

basis te verschaffen voor enige vorm van belasting. Thermografie vanuit de lucht is een kwalitatieve studie, geen kwantitatieve. Het is onmogelijk om met dit instrument de hoeveelheid energie te bepalen die via daken verloren gaat. Bovendien is het essentieel om de samenstelling en het gebruik van het huis te kennen om de gegevens te kunnen interpreteren (groendak, aanwezigheid van PV, gebruik van de schoorsteen, enz.) Hierop kan geen legitieme belasting worden gebaseerd.

Zoals het gegevensverwerkingsformulier aangeeft, is de gemeente 100% eigenaar van de gegevens en is ze niet van plan deze te gebruiken om burgers te belasten.

De fiche voor gegevensverwerking bepaalt ook dat de dienst gemeentebelastingen deze gegevens in geen geval mag gebruiken om burgers te belasten, in het bijzonder in het kader van de belasting op leegstaande woningen (die mogelijk zouden kunnen worden opgespoord dankzij thermografie).

Aangezien de gemeente eigenaar is van de gegevens, mag geen enkele andere overheidsinstantie, regionaal of federaal, deze gegevens gebruiken om burgers te belasten.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin-e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wynaes, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la collecte des déchets ménagers #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Le régime des collectes de déchets ménagers dans 10 communes de la Région bruxelloise – dont Auderghem – est entré en vigueur le 15 mai dernier.

Ce changement de régime se traduit par des changements d'horaires de collecte, avec notamment le retour des collectes « nocturnes », des changements de jours (et de nombre de jours) de collecte et des changements dans la gestion des déchets à déposer ;

Dans ce cadre, Auderghem a été découpée en 4 zones de collecte qui ont chacune un régime de collecte propre. Ainsi, dans la zone 4, la collecte de l'ensemble des sacs se fait sur un seul jour, le mercredi, et les Auderghemois doivent sortir tous ces sacs entre 18h00 et 20h00, soit suivant un créneau de 2 heures. Dans les zones 1 et 3, la collecte de l'ensemble des sacs se fait sur un seul jour, le mercredi, et dans la zone 2 la collecte se fait sur deux jours suivant un créneau horaire de dépôt des sacs entre 18h00 et 24h00.

Ces changements sont générateurs de nombreux inconvénients pratiques, en particulier pour les ménages qui occupent des logements de taille modeste (contraints de stocker chez eux jusqu'à 6 sacs différents durant une semaine), et/ou qui sont concernés par le créneau « 18h00 à 20h00 » de sortie des sacs et qui ne sont pas chez eux dans ce petit créneau horaire.

Ces changements et la différence de traitement qu'ils génèrent nous semblent en contradiction avec le principe de l'égalité devant le service public. De plus, le nouveau régime de collecte des sacs blancs une fois par semaine constitue un recul des services rendus aux Auderghemois par Bruxelles-Propreté.

Nos questions sont les suivantes :

- Le nouveau régime de collecte a-t-il fait l'objet d'une consultation/présentation préalable du Collège des Bourgmestre et Échevins ? Si non, quelle a été la réaction du Collège ?
- Quel premier bilan pouvez-vous tirer du nouveau régime de collecte après un mois et demi de fonctionnement ?

- Avez-vous des informations quant à la destination des déchets contenus dans les sacs orange et bleus et à leur traitement écologique par la Région bruxelloise ?
- La commune est-elle impliquée dans la création de composts de quartier ?
- La commune a-t-elle des projets d'installation de containers enterrés ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Madame la conseillère,

Des consultations sur la réforme des collectes des déchets ménagers ont bien été menées l'année dernière et le Collège a rendu 2 avis officiels dans ce cadre. L'un, le 19 juillet 2022, portant sur la stratégie régionale de propreté et la réforme des collectes de manière globale et l'autre, le 18 octobre 2022, sur la collecte nocturne.

La consultation des communes était bien évidemment plus que nécessaire sur un dossier aussi sensible, car nous devons être considérées comme de véritables partenaires de l'ABP en matière de propreté publique vu la répartition des compétences.

Si la stratégie de propreté urbaine ainsi que l'obligation du tri des déchets répondent certainement au besoin des habitants de vivre dans un cadre de vie agréable, accueillant et propre, j'estime malheureusement qu'elles manquent cruellement de moyens financiers et humains supplémentaires afin de résoudre efficacement les carences connues de Bruxelles-Propreté. Nous avons donc demandé dans nos différents avis que la Région prenne des engagements concrets pour réparer les dysfonctionnements actuels (système du fini-fini, non nettoyage des voiries régionales, collectes oubliées, canaux de contact défaillant, déchets laissés au sol après la collecte...). La priorité du plan devait être l'amélioration de l'efficacité de la collecte des déchets par Bruxelles Propreté avant de mettre en œuvre la réforme des collectes. Je dois regretter que cette demande n'ait pas été suivie.

Tous les jours, les ouvriers communaux sont sur le terrain pour pallier les manques de Bruxelles-Propreté. Nous devons ainsi systématiquement prévoir un passage des ouvriers communaux pour ramasser les déchets laissés au sol ou les sacs non collectés et cela, sans avoir des moyens financiers ou humains complémentaires de la part de la Région.

Si nous sommes favorables à l'obligation de tri des déchets organiques, nous avons averti la Région sur le risque de très certainement transformer nos trottoirs et rues en de véritables dépotoirs suite au passage à une collecte unique par semaine au vu de la situation existante. Il était donc plus que nécessaire de prévoir des mesures d'accompagnement qui pouvaient prendre diverses formes avant de lancer la réforme :

- période d'adaptation au tri des déchets organiques avant de supprimer la 2e tournée, nouvelle sensibilisation au tri de façon générale, il y a encore malheureusement beaucoup de personnes qui trient peu ou pas du tout ;
- réduction de la durée entre le moment de la sortie des sacs et leur collecte ;
- uniformisation des jours de collecte sur l'ensemble du territoire de la commune d'Auderghem ;
- distribution de poubelles rigides oranges en suffisance et en amont de la réforme ;
- renforcement de la solidité des sacs blancs ;
- points de collecte des sacs pour les nombreux ménages ne disposant pas de place pour stocker en interne et qui risquent dès lors de sortir leurs poubelles n'importe quand, multipliant les dépôts clandestins.

À nouveau, ces demandes n'ont pas été suivies et comme attendu, après 1 mois et demi, nous devons constater de nombreux problèmes sur le terrain. Si des problèmes existaient déjà avant la réforme, celle-ci les a certainement amplifiés. Dans de nombreuses artères, les sacs sont sortis en dehors des jours et heures prévus. Les contenus des sacs éventrés jonchent le sol. Les bacs orange sont en pénurie à la déchetterie et les sacs orange sont eux très peu disponibles dans les commerces. Il n'est également pas rare d'avoir des rues qui ne sont pas ramassées, voire complètement oubliées depuis le 15 mai dernier.

Malgré nos constats, Bruxelles Propreté tire un bilan positif de la réforme des collectes. Certes, je dois

reconnaitre de petites améliorations sur le terrain par rapport aux deux premières semaines, mais nous sommes encore loin d'une situation optimale de propreté publique où l'on pourrait se vanter d'une réussite de la réforme. Une nouvelle évaluation après 6 mois permettra sûrement d'y voir plus clair sur la situation exacte.

La Bourgmestre a donc interpellé le Ministre bruxellois de la Propreté pour lui faire part de ces problèmes et la réponse reçue reprend la communication positive de Bruxelles Propreté et nous demande de la patience, car cela va aller mieux au fur et à mesure. Vous comprendrez certainement que nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une telle réponse alors que nous sommes encore loin des promesses inscrites dans la stratégie de propreté urbaine et permettant aux riverains de vivre dans un cadre de vie agréable, accueillant et propre.

La commune a donc dû une nouvelle fois pallier les errements de la Région. Nous faisons sortir nos hommes de la Voirie de manière plus régulière et avons engagé du personnel pour travailler spécifiquement les week-ends. Je tiens d'ailleurs à les remercier tout spécialement pour l'ensemble du travail abattu. Nous avons prévu une nouvelle communication spécifique pour les rues touchées par la collecte nocturne, vu que la communication promise par Bruxelles Propreté ne semble pas venir. Nous avons également commandé un stock de containers orange que nous allons distribuer aux Auderghemois. La première distribution est d'ailleurs prévue pour ce samedi. Il faudra cependant s'armer de patience, car nous recevons les containers aux compte-gouttes.

J'en viens à vos autres questions. Les déchets alimentaires sont traités dans un centre de biométhanisation en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, à Ypres ou à Herstal. Dès 2026, les déchets alimentaires seront traités dans une usine de biométhanisation installée sur le territoire bruxellois. Le traitement des déchets PMC est lui opéré par Fost Plus qui dispose de 5 sites de tri et de recyclage sur l'ensemble de la Belgique.

La gestion des composts de quartier est vue comme une des solutions à la malpropreté et au tri des déchets. Actuellement, de nombreux composts se développent à la demande des citoyens. Il en existe une dizaine à Auderghem. Un nouveau compost de quartier va bientôt voir le jour dans le quartier Lambin. Malheureusement, nous devons constater que les riverains porteurs du projet ont tendance à abandonner petit à petit la gestion des composts et l'on se retrouve avec des composts qui dépérissent et causent des nuisances aux riverains. Toujours sur les composts, la commune organise des formations gratuites sur le compostage, vend des fûts à compost et des vermicompostières à prix réduit, distribue du broyat de bois issu de l'élague d'arbres communaux et organise des stands d'informations sur le compostage.

Enfin, la commune n'a, à ce jour, pas de projets de containers enterrés sur son territoire. Avant de créer ce type d'infrastructure, il faut être certain que Bruxelles Propreté sera bien en mesure de récupérer les déchets qui auraient été mis dans ce type de containers. Un groupe de travail régional va prochainement se pencher sur cette question spécifique.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over de inzameling van huishoudelijk afval #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Het systeem voor de inzameling van huishoudelijk afval in 10 gemeenten van het Brussels Gewest - waaronder Oudergem - is op 15 mei in werking getreden.

Deze verandering van regime betekent veranderingen in de inzameltijden, in het bijzonder de terugkeer van de "nachtelijke" inzameling, veranderingen in de dagen (en het aantal dagen) van inzameling en veranderingen in het beheer van het afval dat moet worden gedeponeed;

Oudergem is opgedeeld in 4 inzamelzones, elk met een eigen inzamelsysteem. In zone 4 worden alle zakken op één dag, woensdag, opgehaald en moeten de inwoners van Oudergem ze buitenzetten tussen 18u en 20u, dus binnen een periode van 2 uur. In de zones 1 en 3 worden alle zakken op één dag, woensdag, opgehaald en in zone 2 worden de zakken op twee dagen opgehaald, met een tijdslot voor het buitenzetten van de zakken tussen 18u en middernacht.

Deze veranderingen zorgen voor een aantal praktische ongemakken, vooral voor huishoudens die in huizen van bescheiden grootte wonen (gedwongen om tot 6 verschillende zakken thuis op te slaan in de loop van een week), en/of die getroffen worden door het tijdslot "18.00 tot 20.00 uur" voor het buitenzetten van zakken en die niet thuis zijn tijdens dit korte tijdslot.

Deze wijzigingen en het verschil in behandeling die eruit voortvloeien, lijken ons in tegenspraak met het principe van gelijkheid voor de openbare dienst. Bovendien betekent het nieuwe systeem van wekelijkse ophaling van de witte zakken een stap achteruit in de dienstverlening van Net Brussel aan de bevolking van Oudergem.

Onze vragen zijn als volgt:

- Is het nieuwe ophaalsysteem vooraf geraadpleegd/voorgelegd aan het Schepencollege? Zo niet, wat was de reactie van het College?
- Wat is uw eerste beoordeling van het nieuwe inzamelsysteem na anderhalve maand?

- Hebt u informatie over de bestemming van het afval in de oranje en blauwe zakken en de milieuvriendelijke verwerking ervan door het Brussels Gewest?
- Is de lokale overheid betrokken bij het opzetten van buurtcompost?
- Heeft de gemeente plannen om ondergrondse containers te plaatsen?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :

Raadslid,

Vorig jaar vond overleg plaats over de hervorming van de inzameling van huishoudelijk afval en de Raad bracht in dit verband 2 officiële adviezen uit. Het ene, op 19 juli 2022, had betrekking op de regionale afvalstrategie en de hervorming van de inzameling in het algemeen, en het andere, op 18 oktober 2022, op de nachtelijke inzameling.

Overleg met de gemeenten was duidelijk meer dan nodig over zo'n gevoelige kwestie, omdat we gezien de verdeling van verantwoordelijkheden moeten worden beschouwd als echte partners van het ABP op het gebied van openbare netheid.

Hoewel de strategie voor stedelijke netheid en de verplichting om afval te sorteren zeker beantwoorden aan de behoefte van de inwoners om in een aangename, gastvrije en propere omgeving te leven, heb ik helaas het gevoel dat er een schrijnend tekort is aan bijkomende financiële en menselijke middelen om de gekende tekortkomingen van Brussel Netheid doeltreffend te verhelpen. In onze verschillende adviezen hebben we het Gewest dan ook gevraagd om concrete toezeggingen te doen om de huidige disfuncties (het afwerkingsysteem, het niet schoonmaken van gewestwegen, vergeten ophalingen, gebrekkige contactkanalen, afval dat na de ophaling op de grond blijft liggen, enz.) De prioriteit van het plan had moeten liggen bij het verbeteren van de efficiëntie van de afvalinzameling door Net Brussel, alvorens de hervorming van de inzameling door te voeren. Ik betreur het dat aan dit verzoek geen gevolg is gegeven.

Elke dag zijn er gemeentewerkers op het terrein om de tekortkomingen van Net Brussel te compenseren. Daarom moeten we systematisch een bezoek van gemeentewerkers plannen om afval dat op de grond blijft liggen of zakken die niet worden opgehaald, op te halen, zonder extra financiële of personele middelen van het Gewest.

Hoewel we voorstander zijn van de verplichte sortering van organisch afval, hebben we het Gewest gewaarschuwd voor het risico dat onze voetpaden en straten in echte vuilnisbelten zouden veranderen na de omschakeling naar één wekelijkse ophaling, gezien de bestaande situatie. Het was dus meer dan noodzakelijk om begeleidende maatregelen te voorzien, die verschillende vormen kunnen aannemen, vooraleer de hervorming van start te laten gaan:

- periode van aanpassing aan het sorteren van organisch afval voordat de 2e ronde werd afgeschaft, nieuw bewustzijn van sorteren in het algemeen, helaas zijn er nog steeds veel mensen die weinig of helemaal niet sorteren;
- De tijd tussen het buitenzetten en het ophalen van de zakken verkorten;
- standaardisatie van de ophaaldagen in de hele gemeente Oudergem;
- verdeling van voldoende oranje stijve bakken vóór de hervorming;
- het versterken van de sterkte van witte zakken ;
- inzamelpunten voor zakken voor de vele huishoudens die geen ruimte hebben om hun afval intern op te slaan en die daarom het risico lopen hun vuilnisbakken op elk moment buiten te zetten, waardoor het aantal illegale stortplaatsen toeneemt.

Opnieuw is er geen gehoor gegeven aan deze verzoeken en zoals verwacht moeten we na anderhalve maand melding maken van talloze problemen ter plaatse. Als er voor de hervorming al problemen waren, dan heeft deze ze zeker vergroot. Op veel doorgaande wegen worden zakken buiten de geplande dagen en tijden buitengezet. De inhoud van oudbakken zakken ligt op de grond. Er is een tekort aan oranje vuilnisbakken bij het afvalinzamelingscentrum en er is een tekort aan oranje zakken in de winkels. Het is ook niet ongevoel om straten aan te treffen die sinds 15 mei niet meer zijn opgehaald of zelfs helemaal zijn vergeten.

Ondanks onze opmerkingen heeft Net Brussel de hervorming van de ophaling positief beoordeeld. Ik moet toegeven dat er op het terrein enkele kleine verbeteringen zijn in vergelijking met de eerste twee weken, maar we zijn nog ver verwijderd van een optimale openbare netheid waarbij we kunnen zeggen dat de hervorming een succes is. Een nieuwe evaluatie na 6 maanden zal zeker een duidelijker beeld geven van de exacte situatie.

De burgemeester heeft dan ook contact opgenomen met de Brusselse minister van Afvalbeheer om hem op de hoogte te brengen van deze problemen. In zijn antwoord herhaalt hij de positieve communicatie van Net Brussel en vraagt hij ons om geduld te hebben, want alles zal gaandeweg beter worden. U zult zeker begrijpen dat we niet tevreden kunnen zijn met een dergelijk antwoord, terwijl we nog ver verwijderd zijn van de beloften die in de strategie voor stedelijke netheid zijn gedaan om de inwoners in staat te stellen in een aangename, gastvrije en schone omgeving te leven.

Opnieuw heeft de gemeente de tekortkomingen van de regio moeten compenseren. We zetten onze wegenwerkers regelmatig in en hebben personeel aangenomen om specifiek in het weekend te werken. Ik wil hen in het bijzonder bedanken voor al het werk dat ze hebben verricht. We hebben een nieuwe communicatiecampagne gepland die specifiek gericht is op de straten waar 's nachts wordt opgehaald, aangezien de door Net Brussel beloofde communicatie niet lijkt te komen. We hebben ook een voorraad oranje containers besteld die we zullen uitdelen aan de inwoners van Oudergem. De eerste distributie is gepland voor aanstaande zaterdag. Je moet wel geduld hebben, want we ontvangen de containers druppelsgewijs.

Dan nu uw andere vragen. Voedselafval wordt verwerkt in een biomethanisatiecentrum buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in Ieper of Herstal. Vanaf 2026 zal het voedselafval verwerkt worden in een biomethanisatiefabriek in Brussel. PMD-afval wordt verwerkt door Fost Plus, dat 5 sorteer- en recyclagesites heeft verspreid over heel België.

Buurtcompostbeheer wordt gezien als een van de oplossingen voor zwerfvuil en afvalscheiding. Op vraag van de buurtbewoners worden er momenteel heel wat composthopen ontwikkeld. In Oudergem zijn er een tiental. Binnenkort wordt een nieuwe buurtcompost geopend in de Lambinwijk. Helaas moeten we vaststellen dat de buurtbewoners achter het project de neiging hebben om het beheer van de composts geleidelijk aan op te geven, waardoor we eindigen met composts die wegwijnen en overlast veroorzaken voor de buurtbewoners. Nog steeds over compost gesproken: de gemeente organiseert gratis cursussen over composteren, verkoopt compostvaten en vermicomposterbakken tegen gereduceerde prijzen, verdeelt houtsnippers van het snoeien van gemeentelijke bomen en organiseert informatiestands over composteren.

Tot slot heeft de gemeente momenteel geen plannen voor ondergrondse containers op haar grondgebied. Voordat we een dergelijke infrastructuur aanleggen, moeten we er zeker van zijn dat de Brusselse milieudiensten het afval dat in dit soort containers zou worden geplaatst, kunnen recupereren. Een gewestelijke werkgroep zal zich binnenkort over deze specifieke kwestie buigen.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de l'ouverture des guichets de l'État-Civil uniquement sur rendez-vous et de l'évolution des démarches administratives via l'e-guichet #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Nous apprenions, récemment, que les guichets de l'État-Civil de la Maison communale accueilleraient désormais les citoyen(ne)s uniquement sur rendez-vous, ce dès le 30 mai 2023.

A ce sujet, nos questions sont les suivantes :

- Quelles sont les raisons ayant mené à cette décision ?
- Une réouverture sans rendez-vous est-elle prévue ? Si oui, dans quels délais et sous quelles modalités pratiques ?
- Cette mesure est-elle, au contraire, appelée à être élargie aux services « Population » et « Étrangers » ?

Plus largement, ces dernières années, l'ensemble des services à destination du public ont œuvré pour une digitalisation des démarches administratives. Au niveau des communes, cela concerne, notamment, la mise en place d'un e-guichet, l'implémentation des services d'Irisbox ou encore la promotion de l'outil fédéral « MonDossier » permettant tous de commander et obtenir toute une série d'actes, documents et certificats sans devoir se rendre à la commune.

Dans ce contexte, nos questions sont les suivantes :

- La totalité des documents pouvant être légalement obtenus à distance sont-ils disponibles pour les citoyen(ne)s auderghemois(es) ?
- Quelle est la proportion de documents demandés à distance par les Auderghemois(es) et quelle est l'évolution de ces chiffres au cours de ces dernières années ?

Finalement, cette évolution des services entraîne inévitablement une prise en compte de la problématique liée à la fracture numérique.

A ce sujet :

- Le site de la commune renseigne la possibilité de recevoir des documents administratifs livrés gratuitement à la maison. Comment fonctionne ce service exactement ?
- Combien de personnes ont fait appel à celui-ci au cours des dernières années ?
- Hormis cette initiative, que mettent en place les autorités communales pour palier à cette fracture numérique au niveau de l'accès aux démarches administratives ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine :

Effectivement, le guichet État Civil de la Maison Communale travaille depuis le 30 mai sur rendez-vous.

C'est une mesure exceptionnelle et temporaire prise en raison d'une capacité déficitaire des effectifs.

Le service est composé de 3 agents : 2 temps pleins et 1 4/5^{ème}. Une collaboratrice est partie en congé maternité et une autre est depuis plusieurs semaines régulièrement absente de manière imprévue et prolongée. La responsable de l'antenne État Civil Chirec, désignée initialement pour pourvoir au remplacement du congé maternité, assure la gestion du guichet lorsque l'agent bénéficie de son 4/5^{ème}, est en congé ou pour les permanences du jeudi soir ou encore les mariages ce, évidemment lorsque les besoins du Chirec le permettent.

Au vu de ces circonstances ainsi que pour préserver l'équipe, continuer à gérer efficacement le flux des visiteurs et maintenir une bonne qualité d'accueil et de traitement des dossiers (sans parler de la masse de travail qui a augmenté suite à la récente décision du Parquet de nous déléguer une partie de ses tâches au niveau des demandes de nationalité) ; il était donc nécessaire de prendre cette mesure effective jusqu'au 1^{er} novembre. A cette date, le système hybride (avec ou sans rendez-vous) sera à nouveau mis en place. Il va de soi que l'équipe reste flexible et que si l'agent a un créneau de libre, le citoyen qui se présente sans rendez-vous est bien sûr reçu.

Je vous rassure donc, la continuité du service est bien assurée tous les jours.

Pour ce qui concerne les services Population et Étrangers, les citoyens sont reçus avec ou sans rendez-vous. C'est un système qui tourne relativement bien. Cela restera ainsi.

Il y aura toutefois quelques changements pour le département des Étrangers qui va passer à nouveau un cap au niveau de la digitalisation des démarches administratives.

A partir du 1^{er} septembre 2023, il est prévu d'ouvrir la possibilité pour les résidents étrangers de notre commune d'introduire les documents utiles au renouvellement de leur titre de séjour via IRISBOX. Cela permettra une analyse en amont des dossiers et la personne sera alors convoquée sur rendez-vous pour la suite de ses démarches. Ce qui permettra ainsi de ne venir plus qu'une seule fois à l'administration puisque son dossier sera déjà prêt lors de sa venue. La majorité des dossiers seront donc principalement traités sur rendez-vous et cela diminuera forcément le flux aux guichets. Évidemment, si un résident se présente sans rendez-vous et qu'un des agents est disponible, il sera reçu. Les délivrances de cartes et les demandes à traitement rapide (comme les demandes de prise en charge par exemple) resteront quant à elles bien disponibles avec ou sans rendez-vous.

Cette mesure profitera aussi au personnel puisque le travail sera plus efficace et, vu les délégations croissantes de l'Office des Étrangers aux communes relatives à l'analyse des dossiers et à la complexification croissante de la matière, il est aussi primordial d'anticiper les conditions de travail des agents, leur masse de travail ; tout en continuant à gérer ce flux, voire à le diminuer et à travailler de manière qualitative dans l'accompagnement des démarches de nos étrangers.

Concernant la délivrance des documents via l'e-guichet, oui : tous les documents (sauf les extraits de casiers judiciaires qui le seront bientôt) sont disponibles en ligne via l'application IRISBOX ou via les bornes installées dans les halls d'accueil de la maison communale. Ce qui permet au citoyen de venir chercher un document administratif sans nécessairement passer par un guichet et à n'importe quelle heure du moment que la maison communale est ouverte bien sûr.

Pour vous dire en quelques chiffres, sans parler des demandes e-guichet qui nécessitent un traitement

complémentaire par un agent communal :

En 2018, ce sont 864 documents délivrés en ligne ;

En 2019 : 2.273 ;

En 2020 : 3.562 ;

En 2021 : 4.144 ;

En 2022 : 7.329 ;

En 2023 à la date d'hier : nous étions déjà à 4.283 documents délivrés par l'e-guichet.

Nous pouvons donc constater que nos citoyens utilisent de plus en plus l'application en ligne bien qu'en 2022, nous avons tout de même accueillis plus de 51.434 visiteurs dans notre salle des guichets.

Je propose de ne pas faire le relevé des statistiques complètes ici en séance mais ce sont en effet des données intéressantes et nous les reprendrons dans notre prochain rapport d'activités.

Pour nos citoyens qui pourraient souffrir de fracture numérique, nous avons en effet mis en place depuis le 1er janvier 2022 un nouveau service, gratuit, qu'est la délivrance à domicile de documents administratifs. Ce service est destiné aux Auderghemois à mobilité réduite de tout âge ou pour les Auderghemois âgés de plus de 65ans qui ne savent se déplacer et n'ont personne dans leur entourage pouvant les aider.

Concrètement, la personne contacte le service population par téléphone. Un rendez-vous est fixé, de préférence en dehors des heures d'ouverture des guichets. Un agent se rend ensuite sur place, à domicile, avec le document demandé et, selon la demande, finalise son traitement.

Toutes ces demandes de délivrance à domicile sont encodées dans un registre et, il faut croire que les Auderghemois sont soit bien entourés, soit bénéficient déjà d'accompagnement efficace via notamment nos associations par exemple car, depuis la mise en place de ce service, nous avons reçu... 4 demandes. Et, ce n'est pas faute d'avoir communiqué.

Hormis cette initiative, nous en avons parlé lors du dernier conseil communal, l'approche d'Auderghem est de fournir un service de proximité autant que possible, de s'adresser à tous les citoyens par tous les canaux de communication.

L'accès aux PC et à l'internet est assuré par l'espace public numérique et des formations y sont proposées.

Des sessions sont aussi régulièrement organisées au cours desquelles un informaticien est à la disposition gratuitement du public pour répondre à toutes leurs questions ou pour les aider à l'utilisation d'un outil, d'un programme ou encore d'une application.

Aussi, un nouveau guichet PMR sera prochainement aménagé dans la salle des guichets pour que leur accessibilité ne soit pas non plus un frein à venir au sein de nos services.

Enfin et surtout, l'alternative téléphonique et physique restera toujours présente au sein de l'administration.

Un travail de fond est d'ailleurs en cours pour améliorer l'accessibilité téléphonique et être davantage efficace. Nous garderons le système « d'avec ou sans rendez-vous » pour ne pénaliser personne dans notre évolution numérique.

Je pense avoir été complète et avoir répondu à l'ensemble de vos questions.

Merci.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) betreffende de opening van de loketten van de burgerlijke stand uitsluitend op afspraak en de ontwikkeling van administratieve procedures via het e-loket #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

We hebben onlangs vernomen dat vanaf 30 mei 2023 de burgerlijke stand in het gemeentehuis alleen nog op afspraak toegankelijk zal zijn.

Onze vragen over dit onderwerp zijn als volgt:

- Wat zijn de redenen achter deze beslissing?
- Bent u van plan om weer open te gaan zonder afspraak? Zo ja, hoe snel en hoe praktisch?
- Zal deze maatregel integendeel worden uitgebreid tot de departementen "Bevolking" en "Vreemdelingen"?

Meer in het algemeen hebben alle overheidsdiensten de afgelopen jaren gewerkt aan de digitalisering van administratieve procedures. Op gemeentelijk niveau omvat dit de invoering van een e-loket, de implementatie van Irisbox-diensten en de promotie van de federale "MijnDossier"-tool, waarmee mensen een hele reeks documenten en certificaten kunnen bestellen en verkrijgen zonder naar de gemeente te hoeven gaan.

In deze context luiden onze vragen als volgt:

- Zijn alle documenten die legaal kunnen worden verkregen op afstand beschikbaar voor de burgers van Oudergem?
- Welk percentage van de documenten wordt vanop afstand aangevraagd door de bevolking van Oudergem en hoe zijn deze cijfers de laatste jaren geëvolueerd?

Tot slot betekent deze ontwikkeling van diensten onvermijdelijk dat er rekening moet worden gehouden met

het probleem van de digitale kloof.

Over dit onderwerp:

- Op de website van de gemeente vind je meer informatie over de mogelijkheid om administratieve documenten gratis thuis te laten bezorgen. Hoe werkt deze service precies?
- Hoeveel mensen hebben deze service de afgelopen jaren gebruikt?
- Wat doen de lokale overheden, afgezien van dit initiatief, om de digitale kloof te dichten als het gaat om toegang tot administratieve procedures?

Hartelijk dank.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van Éloïse Defosset, Schepen :

Sinds 30 mei werkt de loketten van de burgerlijke stand in het Gemeentehuis op afspraak.

Dit is een uitzonderlijke en tijdelijke maatregel die wordt genomen vanwege een tekort aan personeelscapaciteit.

De afdeling heeft 3 medewerkers: 2 voltijds en 1 4/5^{ème}. Eén personeelslid is met zwangerschapsverlof gegaan en een ander is regelmatig afwezig geweest gedurende meerdere weken op ongeplande en langdurige basis. De verantwoordelijke van de burgerlijke stand van de Chirec, die aanvankelijk was aangesteld om het zwangerschapsverlof te vervangen, beheert het loket wanneer de medewerker met 4/5-uren^{ème}, met verlof is of dienst heeft op donderdagavond of bij bruiloften, uiteraard wanneer de behoeften van de Chirec dit toelaten.

Gezien deze omstandigheden en om het team in stand te houden, de bezoekersstroom efficiënt te blijven beheren en een goede kwaliteit van ontvangst en behandeling van de dossiers te behouden (om nog maar te zwijgen van de werklast die is toegenomen als gevolg van de recente beslissing van de Parketten om een deel van zijn taken met betrekking tot nationaliteitsaanvragen aan ons te delegeren), was het dus noodzakelijk om deze maatregel te nemen, die van kracht zal zijn tot 1^{er} november. Op die datum wordt het hybride systeem (met of zonder afspraak) weer ingevoerd. Het spreekt voor zich dat het team flexibel zal blijven en dat als de agent een vrij slot heeft, burgers die zonder afspraak komen, uiteraard gezien zullen worden.

Ik kan je dus geruststellen: de continuïteit van de service is elke dag gegarandeerd.

Wat de afdelingen Bevolking en Vreemdelingen betreft, worden burgers ontvangen met of zonder afspraak. Dit systeem werkt relatief goed. Dat zal zo blijven.

Er zullen echter een paar veranderingen zijn voor de vreemdelingendienst, die opnieuw de volgende stap zal zetten in de digitalisering van administratieve procedures.

Vanaf 1^{er} september 2023 kunnen buitenlandse inwoners van onze gemeente de documenten die ze nodig hebben om hun verblijfsvergunning te verlengen, indienen via IRISBOX. Op die manier wordt de aanvraag vooraf geanalyseerd en wordt de betrokkene uitgenodigd om een afspraak te maken voor de rest van het proces. Ze hoeven dus maar één keer naar de administratie te komen, omdat hun dossier al klaar ligt als ze aankomen. De meeste aanvragen zullen dus op afspraak worden behandeld, wat onvermijdelijk de doorstroming aan de loketten zal verminderen. Als een inwoner zonder afspraak komt opdagen en een van de agenten is beschikbaar, dan wordt hij natuurlijk wel gezien. Kaartuitgifte en versnelde aanvragen (zoals verzoeken om overname) zullen beschikbaar blijven met of zonder afspraak.

Deze maatregel zal ook het personeel ten goede komen, aangezien het werk efficiënter zal zijn en, gezien de toenemende delegaties van de Dienst Vreemdelingenzaken naar de gemeenten met betrekking tot de analyse van dossiers en de toenemende complexiteit van de materie, is het ook essentieel om te anticiperen op de werkomstandigheden van de agenten, hun werklast; terwijl we deze stroom blijven beheren of zelfs verminderen en op een kwalitatieve manier werken aan de begeleiding van de procedures van onze vreemdelingen.

Wat betreft de afgifte van documenten via het e-guichet, ja: alle documenten (behalve uittreksels uit het strafregister, die binnenkort beschikbaar zullen zijn) zijn online beschikbaar via de applicatie IRISBOX of via de terminals in de ontvangsthallen van het gemeentehuis. Dit betekent dat burgers een administratief document kunnen ophalen zonder naar een loket te hoeven gaan, en op elk moment zolang het gemeentehuis open is natuurlijk.

Om maar een paar cijfers te noemen, en dan hebben we het nog niet eens over de e-guichet-aanvragen die extra moeten worden verwerkt door een medewerker van de gemeente:

In 2018 werden 864 documenten online uitgegeven;

In 2019: 2.273 ;

In 2020: 3.562 ;

In 2021: 4.144 ;

Tegen 2022: 7.329 ;

In 2023, met ingang van gisteren: we hebben al 4.283 documenten uitgegeven via het e-guichet.

We zien dan ook dat onze burgers steeds meer gebruik maken van de online applicatie, hoewel we in 2022 nog steeds meer dan 51.434 bezoekers aan ons loket verwelkomden.

Ik stel voor om hier op de vergadering niet de volledige statistieken te geven, maar het zijn inderdaad interessante gegevens en we zullen ze opnemen in ons volgende activiteitenverslag.

Voor onze inwoners met een digitale kloof hebben we sinds 1 januari 2022 een nieuwe gratis dienst: de thuisbezorging van administratieve documenten. Deze dienst is bedoeld voor mensen van alle leeftijden in Oudergem die minder mobiel zijn of voor mensen ouder dan 65 die zich niet kunnen verplaatsen en niemand hebben om hen te helpen.

In de praktijk neemt de persoon telefonisch contact op met de dienst Bevolking. Er wordt een afspraak gemaakt, bij voorkeur buiten de kantooruren. Een medewerker komt dan bij de persoon thuis met het gevraagde document en rondt, afhankelijk van de aanvraag, de verwerking af.

Al deze aanvragen voor thuisleveringen worden geregistreerd in een register, en het moet gezegd dat de mensen van Oudergem ofwel goed verzorgd zijn, ofwel al een doeltreffende ondersteuning krijgen, bijvoorbeeld via onze verenigingen, want sinds deze dienst werd opgericht, hebben we... 4 aanvragen ontvangen. En dat is geen gebrek aan communicatie.

Afgezien van dit initiatief, dat we tijdens de laatste gemeenteraadsvergadering hebben besproken, is de aanpak van Oudergem erop gericht om zoveel mogelijk een lokale dienst aan te bieden en alle burgers te bereiken via alle communicatiekanalen.

De openbare digitale ruimte biedt toegang tot pc's en internet en er worden cursussen aangeboden.

Er worden ook regelmatig sessies georganiseerd waarbij een computerexpert gratis beschikbaar is voor het publiek om eventuele vragen te beantwoorden of om te helpen bij het gebruik van een tool, programma of toepassing.

Bovendien wordt er binnenkort een nieuw loket voor PBM's geïnstalleerd in de kassa om ervoor te zorgen dat hun toegankelijkheid geen belemmering vormt voor onze diensten.

Last but not least zullen de telefoon en het fysieke alternatief altijd aanwezig zijn binnen de administratie. We werken er momenteel zelfs hard aan om de telefonische bereikbaarheid te verbeteren en onze diensten efficiënter te maken. We behouden het "met of zonder afspraak" systeem om niemand te benadelen in onze digitale evolutie.

Ik denk dat ik grondig ben geweest en al je vragen heb beantwoord.

Bedankt voor uw tijd.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wynaes, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : Chaussée de Wavre 1013-1017 #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Dans le cadre de l'enquête publique lancée le 23 mai dernier, j'ai pu prendre connaissance du projet immobilier envisagé sur le site des anciennes glacières royales, sis au 1013-1017 de la chaussée de Wavre.

A l'examen des documents consultables, on constate que le projet est de grande ampleur (29.000m²) et vise la création de nombreuses unités de type kot, studios et appartements 1 chambre. Il prévoit également une surface de commerce de 2.600 m² avec un parking d'une septantaine de places.

Mes questions sont les suivantes :

1. Pouvez-vous m'indiquer le montant estimé et l'affectation envisagée des charges d'urbanisme?
2. Alors que la Région manque de logements pour accueillir des familles, on constate que le projet favorise essentiellement les petites unités. Pouvez-vous m'indiquer la politique de la commune à ce sujet et quel incitant peut-elle prévoir afin que les logements familiaux soient privilégiés dans ce type de projet ?
3. Pouvez-vous m'indiquer la destination du grand commerce envisagée dans le projet ? La surface prévue laisse présager l'installation d'un nouveau supermarché. Or le quartier est déjà bien desservi en la matière (Aldi, Colruyt, Carrefour, Delhaize, Barn, Farm, etc.). Compte tenu de l'impact que génère l'installation de ce type de commerce (densité de trafic, stationnement, livraison, charroi des clients...), la commune en a-t-elle examiné l'impact sur le quartier ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Madame la conseillère communale,

Chers Collègues,

Votre question évoque un projet qui se traîne depuis 2007 (14 mai 2007 première réunion d'information des citoyens). Un permis a été délivré en 2009, permis contesté mais validé par le conseil d'état. En 2016, nouvelle demande de permis introduite par le nouveau propriétaire. Le permis est délivré en 2018 par la

région sans respect des conditions émises par la commune. Le permis a été contesté devant le conseil d'état dont l'arrêt n'est toujours pas rendu.

Nouvelle demande de permis en décembre 2021, nouvelle étude d'incidences. Durant l'élaboration de cette étude, la commune a constamment réagi notamment par rapport à la densité du projet, aux gabarits, à l'absence de jardins suffisants, à la mobilité, à la largeur des trottoirs, à la nécessité de prévoir une crèche, à l'absence de justification pertinente à propos du nombre de logements étudiants, à l'inadéquation de la zone de livraison boulevard Général Jacques et à l'expression architecturale du projet.

Le demandeur souhaite construire 170 logements, 220 logements étudiants, du commerce, un peu d'équipement, un parking pour 230 voitures et de nombreux emplacements vélos.

J'en viens à vos questions.

Les charges d'urbanisme sont estimées dans l'étude d'incidences. Elles représenteraient pour le présent projet des montants de 404.625 € (125 €/m²) pour l'activité commerciale et 1.262.200 € pour le logement (50 €/m²). Les charges d'urbanisme vont évidemment être recalculées au moment de la délivrance éventuelle du permis en tenant compte des superficies autorisées.

De plus, comme la présente demande porte notamment sur « la réalisation d'actes et travaux de mise en valeur du patrimoine immobilier classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde » (sas d'accueil des glaciers, mis à la disposition de la VUB), une réduction d'un tiers est en principe applicable. Après réduction, le montant total s'élèverait donc à environ 1,4 M€.

La commune d'Auderghem prône toujours une vraie diversité dans la taille des logements et donc aussi la présence de logements familiaux (3 et 4 chambres) dans un projet de cette importance. La commission de concertation du 6 juillet prochain peut préconiser des modifications dans ce sens et la région qui décide du permis peut imposer le respect de conditions à ce sujet.

Quant aux enseignes qui pourraient occuper les surfaces commerciales et notamment le grand commerce spécialisé, l'étude d'incidences mentionne que l'occupant futur n'est pas défini à ce stade et qu'une étude de positionnement et dimensionnement commercial a été réalisée par GeoConsulting qui évoque par exemple Décathlon, divers magasins de mobilier, une librairie et Bioplanet, une enseigne du groupe Colruyt.

L'impact sur le quartier a été évalué dans l'étude d'incidences.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): Waversesteenweg 1013-1017
#

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de burgemeester, dames en heren, Schepens,

Beste collega's,

In het kader van het openbaar onderzoek dat op 23 mei van start ging, had ik de gelegenheid om meer te weten te komen over de geplande ontwikkeling van de voormalige koninklijke ijsfabriek, gelegen aan de 1013-1017 Waversesteenweg.

Uit de documenten die beschikbaar zijn voor raadpleging blijkt dat het project grootschalig is (29.000m²) en gericht is op het creëren van een groot aantal eenheden van het type kot, studio en 1-slaapkamerappartementen. Het omvat ook 2 600m² winkelruimte en een parkeergarage met ongeveer zeventig plaatsen.

Ik heb de volgende vragen:

1. Kunt u mij het geschatte bedrag en de geplande toewijzing van de planningskosten vertellen?
2. Op een moment dat er een tekort is aan woningen voor gezinnen in het Gewest, geeft het project in wezen de voorkeur aan kleine eenheden. Kunt u mij vertellen wat het beleid van de gemeente op dit punt is en welke stimulansen zij kan geven om ervoor te zorgen dat gezinswoningen bij dit soort projecten voorrang krijgen?
3. Kunt u mij vertellen waarvoor het grote winkelcentrum is gepland? De geplande oppervlakte doet vermoeden dat er een nieuwe supermarkt zal komen. De omgeving is echter al goed voorzien op dit vlak (Aldi, Colruyt, Carrefour, Delhaize, Barn, Farm, enz.). Heeft de gemeente, gezien de impact die de vestiging van dit type winkel zou hebben (verkeersdrukke, parking, leveringen, klantenkarren, ...), de impact op de buurt onderzocht?

Bedankt voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

PS gemeenteraadslid

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :

Raadslid,

Beste collega's,

Uw vraag heeft betrekking op een project dat zich al sinds 2007 voortsleept (eerste openbare informatiebijeenkomst op 14 mei 2007). In 2009 werd een vergunning afgegeven, die werd aangevochten maar gevalideerd door de Raad van State. In 2016 werd een nieuwe vergunningsaanvraag ingediend door de nieuwe eigenaar. De vergunning werd in 2018 afgegeven door de regio zonder te voldoen aan de voorwaarden van de gemeente. De vergunning werd aangevochten bij de Raad van State, die nog steeds geen uitspraak heeft gedaan.

Nieuwe aanvraag voor stedenbouwkundige vergunning in december 2021, nieuwe impactstudie. Tijdens de voorbereiding van deze studie reageerde de gemeente voortdurend, met name op de dichtheid van het project, de afmetingen, het gebrek aan voldoende tuinen, mobiliteit, de breedte van de voetpaden, de noodzaak om een crèche te voorzien, het gebrek aan relevante rechtvaardiging voor het aantal studentenwoningen, de ongeschiktheid van de opleveringszone op de Général Jacqueslaan en de architecturale expressie van het project.

De aanvrager wil 170 woningen, 220 studentenflats, winkels, een klein aantal voorzieningen, een parkeergarage voor 230 auto's en een groot aantal fietsparkeerplaatsen bouwen.

Dan nu je vragen.

De plankosten worden geraamd in de effectstudie. Voor het huidige project zouden ze € 404.625 (€ 125/m²) bedragen voor de commerciële activiteit en € 1.262.200 voor de woningen (€ 50/m²). De stedenbouwkundige lasten zullen uiteraard opnieuw worden berekend wanneer de stedenbouwkundige vergunning wordt toegekend, rekening houdend met de toegestane oppervlaktes.

Aangezien deze aanvraag in het bijzonder betrekking heeft op "het uitvoeren van handelingen en werken tot opwaardering van het geklasseerd of beschermd onroerend erfgoed" (ijskelderontvangstruimte, ter beschikking gesteld van de VUB), is bovendien in principe een vermindering van één derde van toepassing. Na de vermindering zou het totaalbedrag dus ongeveer 1,4 miljoen euro bedragen.

De gemeente Oudergem pleit altijd voor een reële diversiteit in de grootte van de wooneenheden, en dus ook voor de aanwezigheid van gezinswoningen (3 en 4 slaapkamers) in een project van deze omvang. De overlegcommissie van 6 juli kan wijzigingen in die zin aanbevelen en het gewest dat bevoegd is voor de toekenning van de stedenbouwkundige vergunning kan in dat verband voorwaarden opleggen.

Wat betreft de merken die de winkelruimte zouden kunnen bezetten, en in het bijzonder de grote gespecialiseerde retailers, vermeldt de impactstudie dat de toekomstige gebruiker in dit stadium nog niet is gedefinieerd en dat er een positionerings- en commercialiseringsstudie is uitgevoerd door GeoConsulting, waarin bijvoorbeeld Décathlon, verschillende meubelzaken, een boekhandel en Bioplanet, een merk van de Colruyt-groep, worden genoemd.

De impact op de buurt werd beoordeeld in de impactstudie.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Réforme MILAC #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin·e·s
Chers Collègues,

En vigueur depuis janvier 2020, la réforme MILAC des milieux d'accueil de la petite enfance de l'ONE a pour objectif est d'améliorer l'accessibilité et la qualité de l'accueil de la petite enfance en FWB. Le refinancement du secteur a pour but de lutter contre sa marchandisation.

On l'apprenait par voie de presse la semaine dernière, le Conseil d'état a donné raison à l'ONE et à sa réforme vivement contestée par la Femappe et le SNI. La réforme implique entre autres que d'ici à 2025, les directeurs et directrices de crèches exerçant en « personne physique » devront obligatoirement passer sous le régime des sociétés en finalité sociale ou se constituer en ASBL.

En effet, L'ONE souhaite uniquement autoriser la création de crèches sous forme d'ASBL ou de coopératives à finalité sociale. Par ailleurs, il ne sera plus possible de travailler avec du personnel sous statut d'indépendant.

Le surcoût lié à ces changements risque d'être répercuté sur le tarif journalier imposé aux parents ou pire, cela conduira à la fermeture de crèches privées.

Avoir une place en crèche, c'est le parcours du combattant. Cette réforme est un coup dur pour les crèches et pour les parents.

- Avez-vous eu un échange au sujet de la Réforme avec les crèches privées implantées sur notre commune ?
- Quel est leur avis ? Combien de crèches privées compte notre commune ? Combien de places cela représente-t-il ?
- Y-a-t-il un risque de fermeture des crèches privées situées sur notre commune ?
- Dans l'affirmative, que comptez-vous faire ?

Stéphanie Paulissen
Liste de la Bourgmestre (DéFI)

Conseillère communale

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Vivement contestée par la Fédération des Milieux d'Accueil de la Petite Enfance (FEMAPE) et le Syndicat Neutre pour Indépendants (SNI), la réforme Milac, en cours d'implémentation depuis 2020, redessine les grandes lignes du secteur en Fédération Wallonie Bruxelles.

Trouver une place en crèche relève, comme vous le dites, souvent du parcours du combattant. Et pour cause : en Fédération Wallonie Bruxelles le taux de couverture avoisine les 38%. Cela signifie qu'en moyenne, seule, une famille sur trois trouverait une place en crèche.

A Auderghem, les crèches privées K&G et ONE offrent 412 places aux Auderghemois, sur un total de 620 places et de 20 milieux d'accueil (environ 2/3 ONE et 1/3 K&G)

La Réforme Milac peut donc potentiellement toucher un tiers de la capacité d'accueil à Auderghem. Ce n'est pas rien.

Consciente de l'enjeu, l'Échevine de la Petite Enfance a organisé un premier échange avec des milieux d'accueil privés agréés par l'ONE au travers d'une réunion à la commune. Depuis le printemps, l'Échevine a entamé des visites individuelles pour mieux comprendre la réalité de terrain.

Le constat est limpide. Certaines des nouvelles normes imposées par la Réforme Milac impactent la rentabilité voire la viabilité des crèches et vont engendrer la fermeture de milieux d'accueil privé.

Parmi les mesures pointées par le secteur non subsidié : le fait que l'ONE veut voir les pouvoirs organisateurs de crèches exerçant en personne physique passer obligatoirement sous une forme de personne morale d'ici 2025. En outre, il ne sera plus possible de travailler avec du personnel sous statut d'indépendant.

Charges administratives supplémentaires, responsabilité liée à la gestion d'une personne morale, comptabilité plus complexe, suppression du système actuel des frais forfaitaires : autant de tâches et complexifications dont les milieux d'accueils privés se passeraient volontiers. Il n'est de plus pas démontré avec rigueur et concrètement que les pratiques auxquelles il est mis fin sont réellement dommageables pour la qualité de l'accueil et donc que l'immixtion dans le mode concret de gestion de crèche aura un impact sur la qualité de l'accueil. Ce sont des postulats théoriques.

L'obligation de ne travailler uniquement qu'avec des puéricultrices sous statut de salariée entraînera une hausse significative des charges sociales qui pourra difficilement être supportée par les parents en cas de répercussion dans les tarifs.

L'obligation nouvelle d'avoir une capacité autorisée par multiple de 7 enfants constitue une autre difficulté amenée par la réforme. Lors d'une ouverture ou d'une transformation en personne morale, les micro-crèches de moins de 14 places devront arrondir à la hausse leur capacité, ce qui n'est en général pas possible. Tenant compte que l'ONE exige minimum 6M2 par enfant, l'accessibilité à un jardin, trouver un bien pour ouvrir une crèche s'apparente à chercher une aiguille dans une botte de foin puisqu'il faudra désormais des rez-de-chaussée avec jardin de minimum 85 M2 disponibles avec un bail commercial.

Enfin, parmi les autres éléments pointés : le diplôme requis pour exercer en tant que responsable, en lieu et place de l'expérience et des compétences accumulées depuis des années par de nombreux milieux d'accueil privés.

Réaliser une Réforme supposée redessiner le secteur est un exercice vraiment très difficile. L'objectif d'accessibilité et de qualité est louable. Il est normal que des adaptations soient nécessaires en cours de route. Il est toutefois urgent que celles-ci soient mises en place rapidement après des concertations avec le terrain. On ne gère pas une crèche d'une dizaine d'enfants comme on gère une structure de plus cinquante enfants.

Il paraît donc essentiel, comme requis par la Femape et le Syndicat neutre pour Indépendant de :

- Ne pas imposer le passage sous personne morale
- Permettre de continuer le cas échéant à travailler avec du personnel indépendant

En plus, il semble évident de :

- Continuer à autoriser l'ouverture de milieu d'accueil sans imposer une capacité qui soit un multiple

de 7

- Mettre en place une reconnaissance des compétences tant pour le métier de puéricultrice que celui de responsable de crèche. L'Echevine de la Petite Enfance a contacté l'institut de promotion sociale d'Ixelles. La directrice nous explique que cela s'est déjà fait par le passé et qu'elle pourrait réactiver cela, si cela lui était demandé.

Courant de l'été, l'Echevine de la Petite Enfance poursuivra le travail de rencontres avec les milieux d'accueil privés pour comprendre au mieux leur vécu et avoir une vision plus ample de la situation. Elle proposera également une rencontre à la Femape.

Ensuite, il sera proposé à Brulocalis ainsi qu'au Cabinet de la Ministre d'organiser une réunion avec les Echevins de la Petite Enfance des 19 communes. Ce serait l'occasion de communiquer la position de la commune d'Auderghem et de permettre à la Ministre de disposer d'un état de la situation dans chaque commune. Cette réunion pourrait notamment être l'occasion de rappeler l'importance d'uniformiser – sans perdre de temps - le cadre en matière de SIAMU / Crèches puisqu'il y a actuellement 8 sources de droit en FWB, ce qui crée une insécurité pour les responsables de milieux d'accueil.

L'échevine avait déjà mis en lumière cette problématique en 2022 à Brulocalis qui, par la suite a organisé une réunion en octobre 2022 avec les différents intervenants... Nous avons alors notamment proposé de faire faire une évaluation du cadre clair qui est appliqué en Flandre. Cette démarche avait été validée. Malheureusement, depuis, « c'est silence radio ».

En résumé et de façon globale, les milieux d'accueil - essentiellement non subventionnés - sont soumis à une pression sans précédent

Outre les éléments pointés dans la Réforme, plusieurs éléments peuvent expliquer les cessations d'activité :

- Augmentation des coûts de l'énergie
- Règles d'urbanisme très contraignantes et normes de sécurité incendie illisibles et parfois incompréhensibles, qui nécessitent des investissements coûteux pour les milieux d'accueil, en particulier depuis l'augmentation du prix des matériaux ;
- Indexation des salaires ;
- Difficultés pour certains parents de payer des frais de garde qui sont de plus en plus élevés.

Le récent appel à projets du Plan Cigogne, visant à la création de places en FWB aurait pu être une réponse à la baisse de l'offre de places. Cet appel à projets n'a toutefois pas rencontré le succès escompté à Bruxelles puisque le nombre de candidatures a été inférieure aux possibilités offertes. Même des candidatures, déclarées recevables et prêtes depuis le mois de janvier, comme la nôtre à Auderghem, ne sont pas encore traitées, ce qui reporte depuis des mois la pose de la première pierre de notre nouvelle maison des associations qui abritera notre 5e crèche.

En conclusion, sachant que de nombreux milieux privés ont épuisé leur réserves financières suite à la crise COVID et l'inflation galopante, et si la Ministre ne prend pas en considération les éléments précités, il y aura davantage de cessation d'activité en milieu privé en FWB. Cela va impacter les enfants et leurs familles. Certains parents risquent de devoir renoncer à leur emploi pour assurer un accueil à leur enfant... à moins qu'ils fassent appel à des services non déclarés. Dans ce cas, l'objectif de la Réforme de renforcer la qualité de l'accueil aura l'effet contraire à celui poursuivi.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): hervorming "MILAC" #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren Schepens
Beste collega's,

Sinds januari 2020 is de MILAC-hervorming van de ONE's kinderopvangmilieus van kracht om de toegankelijkheid en de kwaliteit van de opvang voor jonge kinderen in FWB te verbeteren. Het doel van de herfinanciering van de sector is de commercialisering ervan tegen te gaan.

Zoals vorige week in de pers werd gemeld, heeft de Raad van State zich uitgesproken ten gunste van de ONE en de hervorming ervan, die fel werd aangevochten door Femappe en de SNI. De hervorming houdt onder andere in dat kinderdagverblijfbaters die werken als "natuurlijke personen" tegen 2025 vennootschappen met een sociaal oogmerk moeten worden of zich moeten oprichten als VZW's.

ONE wil alleen de oprichting van kinderdagverblijven toestaan in de vorm van VZW's of coöperaties met een sociaal doel. Bovendien zal het niet langer mogelijk zijn om met zelfstandigen te werken.

De extra kosten die deze veranderingen met zich meebrengen, kunnen worden doorberekend aan de ouders in de vorm van hogere dagvergoedingen, of erger nog, kunnen leiden tot de sluiting van privécrèches.

Een plaats krijgen in een kinderdagverblijf is een hindernisbaan. Deze hervorming is een klap voor crèches en voor ouders.

- Hebben jullie gesprekken gehad over de hervorming met de privékinderdagverblijven in onze gemeente?
- Wat vinden ze ervan? Hoeveel privékinderdagverblijven zijn er in onze gemeente? Hoeveel plaatsen zijn dit?
- Bestaat er een risico dat privékinderdagverblijven in onze gemeente zullen sluiten?
- Zo ja, wat bent u van plan te doen?

Stéphanie Paulissen
Lijst van de burgemeester (DéFI)
Gemeenteraadslid

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

Hevig betwist door de “Fédération des Milieux d'Accueil de la Petite Enfance” (FEMAPE) en het “Syndicat Neutre pour Indépendants” (SNI), hertekent de Milac-hervorming, die momenteel wordt doorgevoerd vanaf 2020, de grote lijnen van de sector in de Federatie Wallonië-Brussel.

Een plaats vinden in een kinderdagverblijf is, zoals je zegt, vaak een hindernissenparcours. En terecht: in de Federatie Wallonië-Brussel ligt de dekkingsgraad rond de 38%. Dit betekent dat gemiddeld slechts één gezin op drie een plaats vindt in een kinderdagverblijf.

In Oudergem bieden de privékinderdagverblijven K&G en ONE 412 plaatsen aan inwoners van Oudergem, op een totaal van 620 plaatsen en 20 zorgomgevingen (ongeveer 2/3 ONE en 1/3 K&G).

De Milac-hervorming zou dus een derde van de kinderopvangcapaciteit in Oudergem kunnen treffen. Dat is geen sinecure.

De schepen van kinderopvang is zich bewust van de belangen die op het spel staan en organiseerde een eerste uitwisseling met de door ONE erkende privékinderdagverblijven tijdens een vergadering op het gemeentehuis. Sinds het voorjaar heeft Florence Couldrey individuele bezoeken afgelegd om een beter inzicht te krijgen in de situatie ter plaatse.

De feiten zijn duidelijk. Sommige van de nieuwe normen die door de Milac-hervorming worden opgelegd, hebben een impact op de winstgevendheid en zelfs de levensvatbaarheid van kinderdagverblijven en zullen leiden tot de sluiting van privékinderdagverblijven.

Een van de maatregelen waarop de niet-gesubsidieerde sector wijst, is het feit dat ONE wil dat alle kinderdagverblijven die als individu werken, tegen 2025 rechtspersonen worden. Bovendien zal het niet langer mogelijk zijn om met zelfstandigen te werken.

Extra administratieve lasten, de verantwoordelijkheid voor het beheer van een juridische entiteit, een complexere boekhouding, de afschaffing van het huidige systeem van forfaitaire vergoedingen: het zijn allemaal taken en complexiteiten waar particuliere aanbieders van kinderopvang graag vanaf zien. Bovendien is niet rigoureuus en concreet aangetoond dat de praktijken die worden afgeschaft daadwerkelijk schadelijk zijn voor de kwaliteit van de kinderopvang en dat ingrijpen in het feitelijke beheer van kinderdagverblijven dus een impact zal hebben op de kwaliteit van de kinderopvang. Dit zijn theoretische veronderstellingen.

De eis om alleen te werken met personeel in loondienst zal leiden tot een aanzienlijke stijging van de sociale lasten, die ouders moeilijk zullen kunnen dragen als de kosten worden doorberekend in de prijzen die ze betalen.

De nieuwe eis om een toegestane capaciteit te hebben per veelvoud van 7 kinderen is een ander probleem dat door de hervorming wordt gecreëerd. Bij het openen van een nieuwe faciliteit of het omzetten van een faciliteit in een juridische entiteit, zullen microcrèches met minder dan 14 plaatsen hun capaciteit naar boven moeten afronden, wat over het algemeen niet mogelijk is. Aangezien de ONE een minimum van 6M2 per kind en toegang tot een tuin vereist, is het vinden van een pand om een kinderdagverblijf te openen als het zoeken naar een speld in een hooiberg, aangezien vanaf nu begane grond met een tuin van ten minste 85 M2 beschikbaar moet zijn met een commercieel huurcontract.

Tot slot, een van de andere punten die naar voren werden gebracht: het diploma dat vereist is om als manager te werken, in plaats van de ervaring en vaardigheden die veel particuliere hostels in de loop der jaren hebben opgebouwd.

Het tot stand brengen van een hervorming die de sector een nieuwe vorm moet geven, is een zeer moeilijke opgave. Het doel van toegankelijkheid en kwaliteit is prijzenswaardig. Het is normaal dat er onderweg aanpassingen worden gemaakt. Het is echter dringend noodzakelijk dat deze snel worden doorgevoerd na overleg met het veld. Je kunt een kinderdagverblijf met een tiental kinderen niet op dezelfde manier beheren als een kinderdagverblijf met meer dan vijftig kinderen.

Het lijkt daarom essentieel, zoals gevraagd door Femape en het Syndicat neutre pour Indépendant, om :

- De overdracht naar een rechtspersoon niet opleggen
- Je in staat stellen om indien nodig met zelfstandig personeel te blijven werken

Bovendien lijkt het voor de hand te liggen om :

- De opening van opvangcentra blijven bestaan zonder een capaciteit op te leggen die een veelvoud is van 7
- Erkenning van vaardigheden invoeren voor zowel kinderverzorgsters als crèchemanagers. De schepen van kinderopvang heeft contact opgenomen met het Instituut voor sociale promotie van Elsene. De directeur legt uit dat dit in het verleden al is gebeurd en dat ze het desgevraagd kan reactiveren.

In de zomer zal de locoburgemeester voor Kinderopvang verder gaan met het ontmoeten van particuliere kinderopvangaanbieders om een beter inzicht te krijgen in hun ervaringen en een breder beeld van de situatie. Ze zal ook een ontmoeting met Femape voorstellen.

Brulocalis en het kabinet van de minister zullen dan gevraagd worden om een vergadering te organiseren met de kindergemeenteraadsleden van de 19 gemeenten. Dit zou een gelegenheid zijn om het standpunt van de gemeente Oudergem mee te delen en de minister een overzicht te geven van de situatie in elke gemeente. De vergadering zou ook een gelegenheid kunnen zijn om te herhalen hoe belangrijk het is om het kader voor SIAMU / Crèches te standaardiseren - zonder tijd te verliezen - aangezien er momenteel 8 rechtsbronnen zijn in het FWB, wat voor onzekerheid zorgt bij de verantwoordelijken voor de kinderopvang.

De schepen had dit probleem al in 2022 aangekaart bij Brulocalis, dat vervolgens in oktober 2022 een vergadering organiseerde met de verschillende stakeholders... We stelden toen onder meer voor om een evaluatie te maken van het duidelijke kader dat in Vlaanderen wordt gehanteerd. Deze aanpak werd goedgekeurd. Jammer genoeg is er sindsdien "radiostilte".

Kortom, in het algemeen staat de horeca - die in wezen ongesubsidieerd is - onder ongekende druk

Naast de factoren die in de hervorming naar voren komen, zijn er nog een aantal andere redenen waarom mensen stoppen met werken:

- Stijgende energiekosten
- Zeer restrictieve stedenbouwkundige regels en brandveiligheidsnormen die onleesbaar en soms onbegrijpelijk zijn, waardoor de gastgemeenschappen dure investeringen moeten doen, vooral omdat de prijs van materialen is gestegen;
- Loonindexering ;
- Moeilijkheden voor sommige ouders om de steeds hogere kosten voor kinderopvang te betalen.

De recente projectoproep in het kader van het Ooievaarsplan, gericht op het creëren van plaatsen in FWB, had een antwoord kunnen zijn op de daling van het aanbod aan plaatsen. Deze projectoproep kende echter niet het verwachte succes in Brussel, aangezien het aantal aanvragen lager lag dan de aangeboden mogelijkheden. Zelfs aanvragen die in januari ontvankelijk en klaar werden verklaard, zoals die van ons in Oudergem, zijn nog niet verwerkt, waardoor het leggen van de eerste steen van ons nieuwe verenigingscentrum, waar onze crèche van 5e zal worden ondergebracht, maanden vertraging heeft opgelopen.

Concluderend, gezien het feit dat veel privéscholen hun financiële reserves hebben uitgeput als gevolg van de COVID-crisis en de galopperende inflatie, en als de minister geen rekening houdt met de bovengenoemde factoren, zullen er meer privéscholen in FWB failliet gaan. Dit zal gevolgen hebben voor kinderen en hun families. Sommige ouders zullen misschien hun baan moeten opgeven om voor hun kinderen te zorgen... tenzij ze gebruik maken van zwartwerk. In dat geval zal de doelstelling van de hervorming om de kwaliteit van de kinderopvang te verbeteren een averechts effect hebben.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Question orale de Madame Vincianne Lerate (DéFI) : centre Ukraine #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin.e.s
Chers Collègues,

Le quartier du Triomphe était informé il y a quelques jours de l'ouverture d'un centre régional d'hébergement collectif qui accueillera des personnes ayant fui la guerre en Ukraine. Cette ouverture est soutenue par le programme « Brussels Helps Ukraine » en vue de mettre temporairement à disposition de l'hébergement collectif et prévenir le sans-abrisme.

Le public bénéficiaire devrait être composé principalement de familles ayant un niveau d'autonomie important. Leur arrivèedevrait être progressive à partir du début du mois de juillet et la capacité du centre sera limitée à 100 places. Le centre restera ouvert au moins jusqu'en septembre 2024 mais cette date pourrait évoluer en fonction de l'actualité.

Mes questions sont les suivantes :

- L'installation du centre a-t-il été concerté en amont avec la Commune ? Un permis d'urbanisme doit il être délivré pour une telle activité ?
- Une fois le centre installé quelle seront les échanges / connexions avec la commune et/ou le CPAS ? quelle est la durée d'accueil d'une famille ?
- Une réunion d'information s'est tenue le 27 juin dernier, qu'en ressort-il ?

Je vous remercie.

Vincianne Lerate
Liste de la Bourgmestre (DéFI)
Conseillère communale

Réponse de Monsieur Jean-Claude Vitoux :

Monsieur le Président, Madame la Conseillère, Madame la Bourgmestre, chers Collègues,
Pour répondre à votre première question, effectivement, un centre d'hébergement ouvrira, dans le bâtiment Triomphe 172 en juillet, pour accueillir des femmes et des enfants Ukrainiens qui fuient les horreurs de la

guerre.

Cette ouverture est soutenue par le programme « Brussels Helps Ukraine ».

Nous avons largement regretté de n'avoir été informés qu'au début du mois de juin de l'arrivée du centre. Nous avons également informé les responsables qu'il était nécessaire d'avoir un permis d'urbanisme. Ce qu'il semblait ignorer.

L'association Brussels Helps Ukraine a défini un certain nombre de critères pour l'accueil de ces familles : être en possession d'un titre de séjour, avoir fait les démarches pour avoir accès aux droits, pas de vulnérabilité sanitaire, psychologique ou sociale nécessitant un accompagnement (en effet, il n'y aura pas de PMS dans le bâtiment).

Et enfin, aptitude à vivre en collectivité et à participer activement à la vie collective du centre.

Le centre dispose de ses propres services pour la gestion de l'accueil, les contacts scolaires, les traducteurs...

L'objectif du centre est de chercher avec les familles, un parcours d'accueil qui comprend également la recherche d'un logement, l'intégration par le travail, l'apprentissage des langues...

Suivant les informations qui viennent de nous parvenir aujourd'hui, les premiers résidents du centre Triomphe emménageront lundi prochain. Il s'agira d'une vingtaine de personnes.

Ensuite, il y aura encore 2 autres vagues d'arrivants durant le mois de juillet car 3 autres centres fermeront ce mois-ci. Les 2 autres vagues devraient mener à un taux de remplissage d'environ 80%. Soit environ 80 femmes et enfants.

Le CPAS enverra, en fonction des futures demandes potentielles, un(e) assistant(e) sociale sur place une fois par semaine.

Enfin la Commune d'Auderghem, commune hospitalière, sera à disposition des responsables via, entre-autre, l'assistante sociale dédiée depuis le début, aux contacts tant avec les familles ukrainiennes réfugiées qu'avec les habitants qui les hébergent ou les ont hébergés.

Pour terminer, la commune et le CPAS ont distribué un toutes-boîtes à tout le quartier pour prévenir des modalités de l'arrivée du centre et de la possibilité de s'informer davantage lors d'une réunion d'information pour les habitants, le 27 juin dernier. Nos amis ukrainiens avaient préparé des sandwiches et même un musicien était présent. Mais aucun habitant ne s'est présenté.

Ce qui, de notre point de vue, confirme le sens de l'hospitalité des Auderghemois et la future bonne intégration des femmes et des enfants Ukrainiens dans notre commune.

Jean-Claude Vitoux

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 juillet 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Vincianne Lerate (DéFI): centrum Oekraïne #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren Schepens
Beste collega's,

Enkele dagen geleden werd de wijk Triomphe op de hoogte gebracht van de opening van een regionaal centrum voor collectieve huisvesting voor mensen die de oorlog in Oekraïne ontvluchten. De opening wordt ondersteund door het programma Brussels Helpt Oekraïne, dat tot doel heeft tijdelijke collectieve huisvesting te bieden en dakloosheid te voorkomen.

De begunstigen zijn voornamelijk gezinnen met een hoge mate van zelfstandigheid. Ze zullen vanaf begin juli geleidelijk arriveren en de capaciteit van het centrum zal beperkt zijn tot 100 plaatsen. Het centrum blijft open tot ten minste september 2024, maar deze datum kan veranderen afhankelijk van de actualiteit.

Ik heb de volgende vragen:

- Is de installatie van het centrum van tevoren besproken met de gemeente? Is er een bouwvergunning nodig voor een dergelijke activiteit?
- Hoe zullen de uitwisselingen/verbindingen met de lokale overheid en/of het OCMW verlopen als het centrum eenmaal operationeel is? Hoe lang zal een gezin blijven?
- Op 27 juni werd er een informatiebijeenkomst gehouden. Wat kwam eruit?

Hartelijk dank.

Vincianne Lerate
Lijst van de burgemeester (DéFI)
Gemeenteraadslid

Antwoord van de heer Jean-Claude Vitoux, Voorzitter van OCMW:

Mijnheer de voorzitter, mevrouw het raadslid, mevrouw de burgemeester, collega's,

Om je eerste vraag te beantwoorden: in juli wordt er inderdaad een opvanghuis geopend in het Triomphe 172-gebouw voor Oekraïense vrouwen en kinderen die de verschrikkingen van de oorlog ontvluchten.

Deze opening wordt ondersteund door het programma "Brussel helpt Oekraïne".

We betreurden het ten zeerste dat we pas begin juni op de hoogte werden gesteld van de komst van het centrum. We hebben de verantwoordelijken ook op de hoogte gebracht van het feit dat er een bouwvergunning nodig was. Ze leken zich hier niet van bewust te zijn.

Brussels Helps Ukraine heeft een aantal criteria opgesteld voor de opvang van deze gezinnen: ze moeten in het bezit zijn van een verblijfsvergunning, stappen hebben ondernomen om toegang te krijgen tot hun rechten en niet in een kwetsbare gezondheids-, psychologische of sociale situatie verkeren die ondersteuning vereist (er zal geen PMS in het gebouw zijn).

En tot slot, het vermogen om in een groep te leven en actief deel te nemen aan het leven in het centrum.

Het centrum heeft zijn eigen afdelingen voor ontvangstbeheer, schoolcontacten, vertalers, enz.

Het doel van het centrum is om samen met gezinnen een opvangprogramma te ontwikkelen dat ook het vinden van huisvesting, integratie door werk, het leren van talen, enz. omvat.

Volgens de informatie die we vandaag ontvingen, zullen de eerste bewoners van het Triomphe Centrum aanstaande maandag hun intrek nemen. Er zullen ongeveer twintig bewoners zijn.

Dan zullen er nog 2 golven van aankomsten zijn in juli, aangezien 3 andere centra deze maand sluiten. De 2 andere golven moeten leiden tot een bezettingsgraad van ongeveer 80%. Dat zijn ongeveer 80 vrouwen en kinderen.

Afhankelijk van mogelijke toekomstige aanvragen zal het OCMW één keer per week een maatschappelijk werker naar de site sturen.

Ten slotte zal de gemeente Oudergem, een gastvrije gemeente, ter beschikking staan van de verantwoordelijken, onder meer via de maatschappelijk werker die zich van bij het begin toelegt op contacten met zowel de Oekraïense vluchtelingengezinnen als met de bewoners die hen huisvesten of hebben gehuisvest.

Tot slot deelden de gemeente en het OCMW een informatiepakket uit aan de hele buurt om mensen te informeren over de komst van het centrum en de mogelijkheid om meer te weten te komen tijdens een informatiebijeenkomst voor bewoners op 27 juni. Onze Oekraïense vrienden hadden broodjes klaargemaakt en er was zelfs een muzikant aanwezig. Maar geen enkele bewoner kwam opdagen.

Volgens ons bevestigt dit de gastvrijheid van de mensen van Oudergem en de toekomstige succesvolle integratie van Oekraïense vrouwen en kinderen in onze gemeenschap.

Jean-Claude Vitoux

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 juli 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos